

INTOSAI



Revue

INTERNATIONALE
de la vérification des comptes publics



Juillet 2010



Conseil de rédaction

Josef Moser, *Président de la Cour des comptes de l'Autriche*
Sheila Fraser, *Vérificatrice générale du Canada*
Faiza Kéfi, *Première Présidente de la Cour des comptes de la Tunisie*
Gene Dodaro, *Contrôleur général par intérim des États-Unis*
Clodosbaldo Russián Uzcátegui, *Auditeur général du Venezuela*

Présidente

Helen H. Hsing (É.-U.)

Rédacteur en chef

Muriel Forster (É.-U.)

Rédacteurs en chef adjoints

Linda J. Sellevaag (É.-U.)

Rédacteurs associés

Bureau du vérificateur général (Canada)
Sudha Krishnan (ASOSAI-Inde)
Luseane Sikalu (SPASAI-Tonga)
Secrétariat de la CAROSAI (Sainte-Lucie)
Secrétariat général de l'EUROSAI (Espagne)
Khemais Hosni (Tunisie)
Yadira Espinoza Moreno (Venezuela)
Secrétariat général de l'INTOSAI (Autriche)
Bureau de reddition de comptes du gouvernement (É.-U.)

Administration

Sebrina Chase (É.-U.)
Paul Miller (É.-U.)

Membres du Comité directeur de l'INTOSAI

Juan M. Portal-Martínez, *Auditeur général, Cour supérieure d'audit de la Fédération du Mexique, président*
Terence Nombembe, *Auditeur général, Bureau de l'auditeur général, Afrique du Sud, premier vice-président*
Osama Jaffer Faquih, *Président, Bureau général de contrôle, Arabie saoudite, vice-président*
Josef Moser, *Président, Cour des comptes, Autriche, secrétaire général*
Liu Jiayi, *Auditeur général, Bureau de contrôle national, République populaire de Chine*
Paul R.S. Allsworth, *Directeur de l'audit, Bureau d'audit Îles Cook*
Ziriyo Bogui, *Président, Chambre des comptes, Côte d'Ivoire*
Pal Csapodi, *Président par intérim, Allami Számvevőszék, Hongrie*
Vinod Rai, *Contrôleur et Auditeur général, Inde*
Hwang Sik Kim, *Président, Commission de contrôle et d'inspection, Corée*
Ali Al-Hesnawi, *Auditeur général, Conseil d'inspection et de contrôle populaire, Libye*
Luis A. Montenegro Espinoza, *Président, Conseil supérieur de contrôle général, Nicaragua*
Jørgen Kosmo, *Auditeur général, Norvège*
Sergey Vadimovich Stepachin, *Président, Cour des comptes, Fédération de Russie*
Wesley Galloway, *Directeur de l'audit par intérim, Bureau national de l'audit, Saint-Kitts et Nevis*
Amyas Morse, *Contrôleur et Auditeur général, Bureau d'audit national, Royaume-Uni*
Gene Dodaro, *Contrôleur général par intérim, Bureau de reddition de comptes du gouvernement, États-Unis*
Clodosbaldo Russián Uzcátegui, *Auditeur général, Venezuela*

La *Revue internationale de la vérification des comptes publics* est publiée tous les trimestres (janvier, avril, juillet et octobre) pour l'INTOSAI (Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques) en allemand, en anglais, en arabe, en espagnol et en français. La *Revue*, organe officiel de l'INTOSAI, vise à l'avancement des procédés et techniques d'audit dans le secteur public. Les opinions et les idées formulées n'engagent que la rédaction et les auteurs des textes et ne reflètent pas nécessairement les vues ou l'orientation de l'Organisation.

La rédaction invite les personnes intéressées à soumettre des articles, des rapports spéciaux ou des informations à ses bureaux, aux soins de :

U.S. Government Accountability Office
Room 7814, 441 G Street NW
Washington, D.C. 20548
United States

Téléphone : 202-512-4707
Fax : 202-512-4021
Courriel : intosaijournal@gao.gov

La *Revue* sert parfois de document pédagogique. La rédaction accorde donc la préférence aux articles traitant d'aspects pratiques de l'audit dans le secteur public. Il peut s'agir d'études de cas, de commentaires sur de nouvelles méthodes d'audit ou de descriptions de programmes de formation en audit. Les articles traitant surtout d'aspects théoriques ne conviennent pas.

La *Revue* est distribuée gratuitement aux membres de l'INTOSAI et aux intéressés. Elle se trouve sur le site Web de l'INTOSAI à www.intosai.org. On peut aussi l'obtenir en communiquant avec la Revue à intosaijournal@gao.gov.

Les articles de la *Revue* sont répertoriés dans l'Accountants' Index par l'American Institute of Certified Public Accountants et présentés dans la publication Management Contents. Des articles choisis figurent également dans les comptes rendus analytiques publiés par les sociétés Anbar Management Services, de Wembley, en Angleterre, et University Microfilms International, d'Ann Arbor (Michigan), aux États-Unis.

Table des matières

Éditorial	1
En bref	3
Fraude présumée de millions d'euros : comment est-ce passé inaperçu?	8
Rapport de l'Assemblée de l'ASOSAI	15
Rapport du Congrès de la CAROSAI	19
Le plan stratégique sous les projecteurs	22
Dans le cadre de l'INTOSAI	24
Nouvelles de l'IDI	37
Événements de l'INTOSAI	41



Liu Jiayi

Auditeur général, Bureau de contrôle national, République populaire de Chine

Éditorial

En Chine, l'audit est considéré comme un élément essentiel du régime politique national. Il est un produit, et un moyen de promotion, de la démocratie et de la primauté du droit. L'audit est également un important outil de défense de la sécurité de l'économie nationale. Il fonctionne comme un système immunitaire qui protège l'économie et la société. En effet, tout comme le système immunitaire de l'organisme humain reconnaît les cellules étrangères anormales et les détruit, l'audit détecte les problèmes existants, prévient l'apparition d'autres problèmes et renforce les défenses de tout l'appareil gouvernemental en assurant une gestion saine des recettes et des dépenses publiques. Au nom de la population et dans le respect de la loi, les auditeurs 1) surveillent la performance des divers ordres de gouvernement et de leurs ministères respectifs, ainsi que d'autres organisations qui ont accès aux fonds publics; et 2) communiquent les résultats de leurs audits au grand public. Au cours de ce processus, les auditeurs dépistent les actes répréhensibles et recommandent des mesures correctives, enquêtent sur les infractions graves et les sanctionnent, proposent des mesures pour lutter contre la corruption et assurent le fonctionnement ordonné de l'économie. Ils révèlent au grand jour les problèmes institutionnels et les déficiences systématiques, encouragent une affectation rationnelle et une utilisation efficace des ressources publiques, assurent une mise en œuvre efficace des mesures et des politiques économiques prioritaires de l'État et veillent à la protection de la sécurité économique nationale.

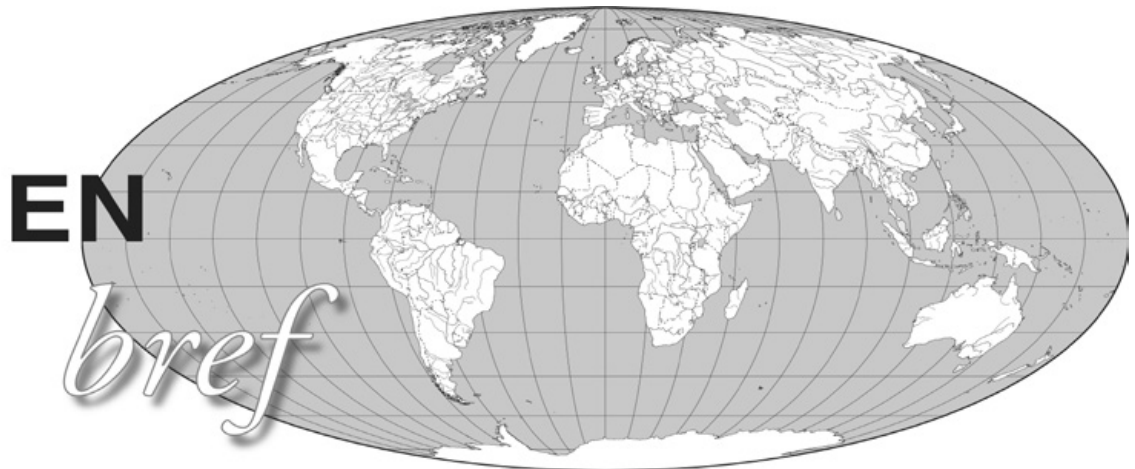
Le Bureau de contrôle national de la République populaire de Chine (CNAO) existe depuis plus de 20 ans et a su tirer des leçons des expériences vécues par d'autres pays. En tenant compte de la situation réelle en Chine, le CNAO a mis sur pied un système d'audit à caractéristiques spécifiquement chinoises.

- L'objectif fondamental de l'audit en Chine est de protéger les intérêts vitaux du peuple. À l'heure actuelle, l'audit a pour but de promouvoir la primauté du droit, de protéger les sources de revenus de la population, d'appuyer les réformes et de stimuler le développement. La tâche première et ultime de

l'audit est de défendre la sécurité nationale, ce qui se réalise par la promotion de la sécurité économique nationale, la sauvegarde des intérêts de la nation, le soutien à la démocratie et à la primauté du droit, et la promotion du développement durable de façon concertée. La ligne directrice de base est « d'exécuter des audits fondés sur le fondement du droit, servir les intérêts supérieurs du peuple, accorder la priorité aux principales questions d'intérêt public et gouvernemental, rechercher la vérité et demeurer réaliste et pragmatique ».

- Le mandat juridique d'audit est fondé sur la constitution; il décrit les règles d'audit et la façon de les exécuter et s'appuie sur des normes d'audit.
- Le cadre de travail de l'audit a été établi; il s'applique aux champs suivants : audits des finances publiques, des institutions financières, des sociétés d'État, de la reddition de comptes, de l'environnement et de questions de portée internationale.
- Le CNAO a créé un modèle global d'audit intégré à caractéristiques chinoises. Basé sur l'audit des états financiers, ce modèle est axé sur la performance et la reddition de comptes. Les caractéristiques des audits de gestion et des audits de conformité ont été intégrées au modèle chinois, il met l'accent sur l'importance de divulguer les infractions graves et les crimes économiques avérées; d'enquêter sur ceux-ci et de les sanctionner; de repérer les obstacles institutionnels et les déficiences systématiques; et de proposer des améliorations et des réformes pertinentes.
- Le CNAO a déployé beaucoup d'efforts pour explorer les possibilités de l'audit informatique et de passer d'une méthode traditionnelle à une méthode de travail plus moderne. Grâce à cette évolution, nous avons amélioré la qualité, l'efficacité, les contrôles internes et le niveau de gestion de nos audits.

Conformément aux lignes directrices mentionnées, le CNAO s'efforce d'atténuer le choc de la crise financière internationale depuis 2008, tout en exécutant la tâche prioritaire du gouvernement, qui est d'assurer la stabilité et la vigueur de la croissance économique en prenant toutes les mesures possibles pour surveiller le flux des fonds publics. Nous avons concentré nos efforts sur des audits en temps réel couvrant le cycle de vie des projets tels que 1) les programmes d'aide, de réhabilitation et de reconstruction dans le Wenchuan et le Yushu, durement frappés par des tremblements de terre dévastateurs, 2) les Jeux olympiques de Pékin et 3) la mise en œuvre de politiques et de mesures énergiques pour sortir de la crise financière. Ces efforts ont activé le « système immunitaire » de l'audit qui veille à la santé des fonctions sociales et économiques. Même si la Chine émerge de la crise économique, elle doit toujours relever le défi de maintenir une croissance économique stable et vigoureuse et accélérer la transition entre les modes de développement économique. Conformément aux dispositions de la loi, les institutions d'audit de la Chine concentrent leur attention sur la performance du gouvernement face à cette tâche prioritaire. Les institutions d'audit ont resserré leurs normes afin de protéger les sources de revenus de la population et la vigueur de la croissance économique pour créer un contexte favorable à la mise en œuvre efficace des politiques monétaires et financières de l'État. Ainsi, les audits du secteur public joueront un rôle positif dans la réalisation des macropolitiques favorables à une croissance économique durable, au bien-être de la population et au maintien de la stabilité sociale.



Australie

Prix du gouvernement de l'Indonésie

Son Excellence Primo Alui Joelianto, ambassadeur de l'Indonésie en Australie, a décerné, en février 2010, la plus haute distinction civile (la médaille Bintang Jasa Utama) à Ian McPhee, Auditeur général de l'Australie. Ce prix soulignait la participation de M. McPhee et du Bureau de l'auditeur général de l'Australie (ANAO) à la promotion de la transparence et de l'obligation de rendre compte des finances publiques au sein du gouvernement de l'Indonésie. Ce prix reconnaissait particulièrement leur concours à l'audit de la gestion des catastrophes naturelles à Aceh et à Nias de même qu'à l'application de pratiques exemplaires au renforcement des capacités en audit.

Au cours des quatre dernières années, l'ANAO a collaboré au renforcement des capacités avec le Conseil supérieur d'audit de l'Indonésie (BPK). Les activités de l'ANAO ciblaient les audits de performance et les audits financiers, et comprenaient une série de détachements de longue durée du BPK et la tenue d'ateliers d'audit pilotes à Jakarta.

M. McPhee a remercié le gouvernement indonésien pour cette

marque de reconnaissance et a souligné le rôle important joué par ses collègues de l'ANAO et du PBK dans la réussite de cette collaboration.



Présentation de la médaille d'honneur à Ian McPhee, Auditeur général de l'Australie (à gauche) par Son Excellence Primo Alui Joelianto, Ambassadeur de l'Indonésie.

L'AusAID, le programme d'aide au développement international du gouvernement australien, et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, ont fermement soutenu l'aide apportée au BPK par l'ANAO.

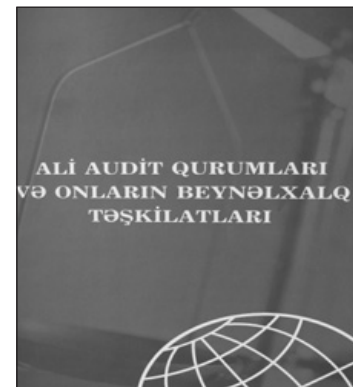
Pour renseignements, prière de communiquer avec l'ANAO :

Courriel : iag1@anao.gov.au
Site Web : www.anao.gov.au

Azerbaïdjan

Publication d'un livre sur les ISC et les organisations d'audit internationales

La Cour des comptes de la République d'Azerbaïdjan a publié un livre sur les institutions supérieures de contrôle et leurs organisations internationales pour informer le public sur les rôles et les responsabilités de ces institutions.



Livre azerbaïdjanais sur les institutions supérieures de contrôle et leurs organisations internationales

Ce livre donne de l'information sur les ISC des États membres de l'Organisation des Nations Unies et un aperçu des objectifs, des responsabilités et des activités de l'INTOSAI et de ses groupes de travail régionaux.

Il donne aussi le nom d'autres organisations internationales dont fait partie la Chambre des comptes azerbaïdjanaise.

La rédaction d'une version augmentée du livre en anglais et en azerbaïdjanais est en cours. Elle comprendra de l'information plus détaillée sur les ISC.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la Cour des comptes :

Courriel : office@acg.gov.az
Site Web : www.ach.gov.az

Brésil

La Cour des comptes amorce ses préparatifs en vue de la Coupe du monde de 2014

La Cour des comptes du Brésil (TCU) a présenté, en mai 2010, le modèle d'audit qui servira à surveiller les dépenses liées aux préparatifs de la Coupe du monde de 2014. Les représentants de la TCU ont signé un protocole avec les cours des comptes des municipalités et des États dans les régions qui accueilleront les matchs. L'entente précise le rôle de chaque organisme et prévoit la mise en commun de l'information afin de renforcer la surveillance des investissements que doit faire le gouvernement pour se préparer à ce championnat.

Le Président de la TCU, Ubiratan Aguiar, s'est dit satisfait de la planification intégrée des activités de surveillance des cours des comptes et a souligné l'importance de l'aspect éducatif de cette surveillance. « Nous devons investir dans les mesures préventives pour éviter le détournement des fonds publics. Le succès de la Coupe du monde de 2014 repose sur l'engagement de l'administration fédérale et du District fédéral, en plus de celui des états et des municipalités qui accueilleront les matchs. L'instauration des améliorations

proposées par les villes hôtes de la Coupe du monde représente la seule garantie que le pays obtiendra le succès auquel nous aspirons tous. » M. Aguiar a aussi fait valoir qu'il fallait investir dans la construction ou la rénovation des stades et l'amélioration de l'infrastructure urbaine. Il a rappelé que « peu importe à qui il incombe d'exécuter les projets, les Brésiliens devront payer la note. Il est inacceptable que la société n'obtienne pas d'avantages en contrepartie ».

Valmir Campelo, ministre de la TCU chargé des audits de la Coupe du monde, a présenté le site Web qui a été créé pour surveiller les préparatifs de cet événement international (www.fiscalizacopa2014.gov.br). M. Campelo a fait observer que l'année 2014 approche à grands pas si l'on considère l'ampleur et la complexité des tâches que doivent accomplir les organismes responsables.

D'autres chefs de gouvernement participaient à la cérémonie, notamment le Ministre de la Planification, du Budget et de la Gestion, le Ministre des Sports, le Contrôleur général, le Procureur général de la République de même que des membres du Congrès, des gouverneurs et des maires.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la TCU :

Courriel : arint@tcu.gov.br
Site Web : www.tcu.gov.br



Les participants au premier Forum sinoindien des jeunes contrôleurs à Pékin, en mai 2010

Chine

Le CNAO est l'hôte du premier Forum sino-indien des jeunes contrôleurs

Le Bureau de contrôle national de la République populaire de Chine (CNAO) a accueilli le premier Forum sino-indien des jeunes contrôleurs qui s'est tenu du 11 au 17 mai 2010 à Pékin. Douze contrôleurs chinois et dix contrôleurs indiens étaient présents, pour un total de vingt-quatre participants.

Le forum constitue un mécanisme de communication bilatérale mis en place par les dirigeants des ISC chinoise et indienne pour consolider les échanges et la coopération entre les jeunes contrôleurs de leurs bureaux. Le 11 mai, Liu Jiayi, Contrôleur général de la CNAO, a rencontré la délégation indienne dirigée par Madhavi Patchilla, sous-comptable générale principale du Bureau du contrôleur et de l'auditeur général de l'Inde. M. Liu a alors fait observer que les jeunes représentent l'avenir de la nation et que le forum pourrait être une occasion pour les jeunes Chinois et Indiens d'intensifier les échanges et la coopération favorisant ainsi l'avancement de la profession de contrôleur et l'approfondissement des relations entre les deux pays.

Au cours de ce forum de deux jours, les délégués chinois et indiens ont présenté des communications et ont eu des discussions animées sur deux thèmes : comment devenir un contrôleur du secteur public qualifié et le rôle de l'ISC dans la promotion de la reddition de comptes au sein du secteur public.

Pendant le forum, les participants se sont réunis pour planter trois arbres symbolisant la constance de l'amitié entre la Chine et l'Inde. Les délégués ont pris part à une partie de quilles et visité la Grande Muraille, la Cité interdite, le Parc olympique à Pékin et l'Exposition universelle à Shanghai.

Les participants des deux pays ont convenu que le forum constituait une tribune pour la mise en commun d'idées et d'expériences dans le domaine du contrôle et une occasion d'apprentissage. Ces activités encouragent efficacement les échanges bilatéraux entre les jeunes contrôleurs des deux ISC, contribuent à une meilleure compréhension mutuelle et au resserrement de leurs liens d'amitié.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le CNAO :

Courriel : cnao@audit.gov.cn
Site Web : www.cnao.gov.cn

Géorgie

Nouvelle loi sur l'audit et nouveau rôle de la Cour des comptes

La nouvelle loi sur la Chambre de contrôle de la Géorgie (CCG) a été promulguée en janvier 2009. Le nouveau rôle de la CCG y est défini comme celui d'un auditeur-conseil chargé de surveiller l'utilisation des fonds publics et des biens de l'État ayant une valeur matérielle. La nouvelle loi a modifié la structure organisationnelle et les responsabilités de la CCG.

Levan Bezhashvili, Président de la CCG depuis juillet 2008, joue un rôle de premier plan dans la modernisation de la structure de l'audit dans le secteur public géorgien et le renforcement de sa capacité organisationnelle au moyen de la mise sur pied d'un système de développement durable.

M. Bezhashvili a été élu pour un mandat de cinq ans à titre de Président de la CCG par décision unanime du Parlement. Il s'est engagé à développer la CCG au cours de cette période de transition et à améliorer les systèmes de contrôle dans le secteur public géorgien.



Evam Bezhashvili

M. Bezhashvili possède une vaste expérience des organes législatifs suprêmes. Avant sa nomination au poste de Président de la CCG, il a occupé divers postes au sein du gouvernement, notamment celui de Gouverneur (ambassadeur spécial du Président de la Géorgie) de la région de Kakheti. De 2004 à 2008, il a été député et a présidé la commission des questions juridiques. Il a également rempli les fonctions de Sous-ministre de la Justice et de Chef du Contentieux du Parlement géorgien.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la CCG :

Courriel : iroffice@control.ge,
thecontrolge@control.ge
Site Web : <http://www.control.ge>

Koweït

Campagne de sensibilisation sur les normes en matière d'audit

Le Bureau d'audit de l'État du Koweït (SAB) a lancé une campagne de sensibilisation sous la devise « Precise Performance with Audit Guidelines » (Normes d'audit pour une performance accrue). Un certain nombre d'activités ont été menées pendant cette campagne pour montrer le rôle des normes professionnelles préparées par les organisations d'audit internationales, régionales et arabes. Les symposiums et les ateliers à caractère éducatif tenus pendant la campagne ont attiré l'attention sur l'importance des normes pour orienter les travaux d'audit, structurer les procédures du SAB et l'aider à atteindre ses buts.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le SAB :

Courriel : undersecretary@sabq8.org
Site Web : www.sabq8.org

Lituanie

Nouvelle auditrice générale du Bureau national de contrôle

En avril 2010, le Parlement lituanien a nommé, pour un mandat de cinq ans, Giedrė Švedienė Auditrice générale de la République de Lituanie sur la recommandation de la Présidente de la République.

M^{me} Švedienė détient un diplôme d'économiste-analyste de l'Université de Vilnius. Elle a poursuivi ses études à l'Université de l'Europe centrale à Prague où elle a obtenu une maîtrise en économie, puis à Milan où elle a obtenu une maîtrise en gestion bancaire et en finance.



Giedrė Švedienė

M^{me} Švedienė a fait une longue carrière dans le secteur public. Elle a travaillé à la Représentation permanente de la Lituanie à l'Union européenne, à Bruxelles, puis a occupé les fonctions de Ministre des Finances et de Ministre de l'Intérieur.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le Bureau national de contrôle de la Lituanie :

Courriel : nao@vkontrolė.lt
Site Web : www.vkontrolė.lt/en/

Pologne

L'ISC dit adieu à son ancien Président

L'avion transportant Lech Kaczyński, Président de la République de Pologne et ancien Président de la NIK, s'est écrasé le 10 avril 2010 alors qu'il tentait d'atterrir à un aéroport près de Smolensk, en Russie. L'épouse de M. Kaczyński et 94 autres hauts fonctionnaires, dont des députés et des militaires de haut rang, ont aussi perdu la vie dans cet accident.

Lech Kaczyński a servi comme Président de l'ISC polonaise (NIK) de 1992 à 1995. Au cours de son mandat, il a grandement contribué à accroître la confiance du public en l'ISC et à élargir son rôle en tant qu'organisme efficient d'audit du secteur public.



Lech Kaczyński

En 2000, M. Kaczyński a été nommé Ministre de la Justice et, deux ans plus tard, il a été élu Maire de Varsovie. En décembre 2005, il a accédé à la fonction de Président de la République de Pologne.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la NIK :

Courriel : wsm@nik.gov.pl
Site Web : www.nik.gov.pl

Roumanie

Faits nouveaux à la Cour des comptes de la Roumanie

La Cour des comptes de la Roumanie (CCR) a adopté un modèle de direction collégiale conçu d'après l'approche de l'Union européenne (UE). Elle exécute son nouveau mandat depuis novembre 2008. Au cours de 2009, la Cour a beaucoup amélioré un grand nombre de ses activités et elle a commencé à appliquer un processus exhaustif de mise à jour continue de ces activités.

- Un nouveau site Web a été créé pour présenter de l'information de base sur la CCR en roumain et en anglais.
- Le nouveau plan stratégique de 2010 à 2014 est en voie d'examen; il sera mis à jour de façon continue. Ses principaux objectifs

stratégiques consistent entre autres à :

- Optimiser l'incidence de l'activité d'audit et de contrôle de la CCR.
- Faire en sorte que la qualité des résultats obtenus améliore la réputation de la CCR, confirme son autorité et inspire un plus grand respect.
- Produire des rapports pertinents, réalistes, clairs, crédibles, actuels et utiles. Ces rapports seront rédigés en bonne et due forme et mis à la disposition des parties intéressées. Le Parlement pourra prendre des décisions en matière de législation fondées sur les conclusions et les recommandations des rapports.
- Utiliser avec plus d'efficacité les ressources en place.
- Améliorer la communication à l'interne et à l'externe de manière à rehausser l'image et la crédibilité de la CCR.
- Mettre à profit le professionnalisme du personnel spécialisé de la CCR afin de produire un effet véritable sur la qualité de ses activités.
- Appliquer, en sa qualité d'ISC, les normes professionnelles de l'INTOSAI et préserver les intérêts financiers de la Roumanie et de l'Union européenne.

Chaque objectif est assorti de mesures stratégiques et d'actions précises. La CCR exercera une surveillance attentive des nouveaux facteurs de risque et mettra à jour les objectifs stratégiques, au besoin.

- La CCR actualise ses normes en privilégiant l'application des meilleures pratiques de gestion de la qualité des audits.
- Le Code de déontologie de la CCR est aussi mis à jour de manière à garantir l'indépendance,

l'objectivité et l'intégrité des auditeurs dans le cours de leurs travaux.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la CCR :

Courriel : rei@rcc.ro

Site Web : www.curteadeconturi.ro

Suède

Nouvelle auditrice générale

Le Parlement suédois a nommé Gudrun Antemar pour un mandat de sept ans à titre d'auditrice générale. Cette nomination entre en vigueur le 1^{er} juillet 2010. L'ISC de la Suède est dirigée par trois auditeurs généraux.



Gudrun Antemar

M^{me} Antemar se joint à Claes Norgren et à Jan Landahl, qui poursuivent leur mandat d'auditeur général.

M^{me} Antemar est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Stockholm. Elle a déjà rempli un mandat de six ans à titre de directrice générale à l'Organisation suédoise de lutte contre le crime économique. Elle a aussi exercé pendant quatre ans les fonctions de directrice et conseillère juridique principale au Bureau du procureur général et de juge à la Cour de district de Stockholm. Elle avait auparavant occupé pendant sept ans

les postes de directrice adjointe et de conseillère juridique au Ministère de la Justice. Elle a de plus été représentante syndicale.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le Bureau national d'audit de la Suède :

Courriel : int@riksrevisionen.se

Site Web : www.riksrevisionen.se

Suisse

Le Bureau fédéral de contrôle publie son rapport annuel de 2009

Le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse (CDF) est l'organe suprême de contrôle de la Confédération suisse. Il fait rapport annuellement au Parlement et au Conseil fédéral sur l'étendue et les objectifs de ses activités de contrôle et sur les constatations importantes. Le CDF contrôle tous les niveaux de l'exécution du budget. Ses activités appuient la surveillance exercée globalement par le Parlement de même que la surveillance de l'administration par le Conseil fédéral. Le rapport annuel de 2009 brosse un tableau de ses activités de contrôle et des résultats obtenus pour l'année écoulée. Ce rapport se trouve à l'adresse www.efk.admin.ch et peut être consulté pour la première fois en anglais. Le site Web contient divers rapports sur plusieurs évaluations, notamment les activités accessoires des professeurs d'université, le coût de construction de tunnels autoroutiers, la recherche énergétique ainsi que la procédure d'autorisation et les coûts de l'expérimentation animale.

En 2009, le CDF a produit des rapports découlant de ses diverses activités de surveillance financière et de contrôle annuel. L'introduction d'un nouveau modèle comptable pour la Confédération suisse a conduit à un changement radical de la gestion

financière de l'administration fédérale. Le CDF a constaté que même si les unités administratives avaient généralement adopté avec succès les changements, les nouveaux principes régissant la tenue des comptes, la répartition interne des coûts et les systèmes de contrôle interne n'étaient pas toujours appliqués comme il se doit. Le CDF continuera de faciliter l'intégration du nouveau modèle. Les recommandations du CDF ne visent pas à encourager une bureaucratie excessive, mais plutôt à équilibrer les coûts et les avantages. Quant à l'achat de biens et de services, il a toujours insisté pour que les directives de la législation sur l'approvisionnement soient observées et que les contrats soient attribués par des appels d'offres. Enfin, en ce qui concerne la péréquation financière dans les cantons, le CDF a observé des améliorations de la qualité des données concernant la péréquation des ressources et la compensation des charges.

Outre la surveillance financière, le CDF effectue des audits annuels et agit comme auditeur légal des institutions sociales de la Confédération ainsi que de diverses institutions et fondations publiques et d'organisations internationales.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le CDR :

Courriel : info@efk.admin.ch

Site Web : www.sfao.admin.ch

Le présent article présente les opinions personnelles de ses auteurs et ne constitue en aucune façon une prise de position officielle de la Commission européenne.

Fraude présumée de millions d'euros : comment est-ce passé inaperçu?

Freddy Dezeure et Gregory Van Caenegem (Direction générale, Société de l'information et médias, Commission européenne) et Dominique Bernadaux, Mattia Ferrara, et Kjell Larsson (OLAF, Office européen de lutte antifraude)

Vers la fin 2007, des allégations de fraude¹ ont été formulées concernant des millions d'euros investis dans des projets de recherche financés par l'Union européenne (UE). Il semble que ces actes de fraude étaient perpétrés impunément depuis de nombreuses années à l'abri de tout soupçon.

Le présent article traite des facteurs qui pourraient avoir permis à cette fraude présumée de se produire et des mesures de correction appliquées pour régler le problème et en empêcher la récurrence. Même si ce cas de fraude présumée a été découvert dans le contexte d'un audit des subventions de recherche — rôle assez courant du secteur public — nous estimons que les leçons tirées de ce cas peuvent s'appliquer à de nombreux autres secteurs de l'administration publique, tels que les subventions ou les contrats pour les approvisionnements en biens et services ou les projets d'infrastructure.

Contexte

La Commission européenne est le bras exécutif de l'Union européenne. La Direction générale de la Société de l'information et médias (DG INFSO), un des services de la Commission, accorde des subventions de l'UE aux projets de recherche en technologie de l'information en cofinçant le coût de ces projets. La DG INFSO gère 5 000 projets et ses 15 000 bénéficiaires investissent plus d'un milliard d'euros par année. La DG INFSO effectue 200 audits des états financiers annuels de ces projets, et les résultats des audits sont pris en compte au cours du processus de certification annuel.

L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) mène des enquêtes administratives afin de protéger l'enveloppe budgétaire de l'UE. Même si ses actes constitutifs précisent qu'il fait partie de la Commission européenne, l'OLAF fonctionne en autonomie lorsqu'il mène ses enquêtes. Il effectue des contrôles avec l'aide des autorités des États membres et, dans certains cas, il jouit de pouvoirs similaires à ceux des autorités administratives nationales. L'OLAF travaille en étroite collaboration avec les services de la Commission européenne et les autorités nationales et aide la Commission à prévenir les fraudes.

Début de l'affaire

À la fin de 2007, l'OLAF a communiqué avec la DG INFSO pour discuter des allégations selon lesquelles plusieurs entités avaient déclaré des frais considérables, mais

¹ Afin de faciliter la lecture de l'article, le terme « fraude » est utilisé pour désigner des irrégularités et des fraudes présumées, même si ces allégations n'ont pas été corroborées devant un tribunal.

fictifs, pour des projets de recherche financés par l'UE. Il était encore plus troublant d'apprendre que certaines de ces entités avaient reçu des rapports d'audit favorables au cours des derniers exercices.

Tandis que la DG INFSO et l'OLAF examinaient les projets et les entités en question, il a été déterminé que pour confirmer ou nier ces allégations nous devions établir de nouveaux mécanismes de concertation beaucoup plus étroits entre nos deux services pour synchroniser les audits et les enquêtes.

En premier lieu, nous devons utiliser les méthodes d'audit les plus modernes, en nous basant sur les nouvelles normes établies par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance, adaptées au contexte du secteur public par l'INTOSAI, en les adaptant soigneusement à cette situation particulière.

Ensuite, nous avons constaté qu'il fallait analyser et explorer de vastes quantités de données (sur des milliers d'entités juridiques, de contrats, de transactions, de personnes, d'adresses et de courriels). Pour ce faire, les outils d'exploration des données en usage à l'OLAF ont été adaptés à l'environnement d'audit de la Direction générale de l'INFSO. D'excellentes synergies sont alors apparues entre les audits et les enquêtes, même si nous prenions toujours soin de respecter les rôles et mandats distincts de l'audit et de l'enquête.

L'information réunie semblait confirmer que nous avions découvert un dispositif complexe de fraude susceptible de passer inaperçu pendant de nombreuses années. Le montant de la fraude présumée s'élevait à des millions d'euros. Lorsqu'ils ont découvert ce stratagème frauduleux, les auditeurs et les enquêteurs ont appris à mieux comprendre les points forts et les points faibles de leurs méthodes respectives, ainsi que l'importance d'une concertation efficace entre ces deux professions.

Voici un aperçu des leçons apprises du point de vue d'un auditeur :

Comment est-ce passé inaperçu?

Nous sommes convaincus que les auteurs présumés de la fraude avaient une connaissance approfondie des systèmes de contrôle de l'UE et qu'ils adaptaient constamment leur stratagème à l'évolution des dispositifs de contrôle. Des brèches ou des faiblesses dans la réglementation ont été exploitées à fond et de fausses déclarations ont été utilisées dans une mesure qu'aucun d'entre nous n'avait vue auparavant. Leur mode opératoire comprenait les éléments suivants :

- des documents fictifs, qui en apparence semblaient officiels, mais qui étaient entièrement falsifiés, étaient produits pour respecter les normes de contrôle;
- des sociétés fictives ont été créées dans des lieux distants à l'abri des contrôles fiscaux (des paradis fiscaux) en utilisant de faux sites Web, des activités hypothétiques et des clients liés à d'autres entités à l'étranger;
- des employés fictifs avec de faux curriculum vitae ont été inscrits au registre. Des courriels ont été générés entre ces employés fictifs afin de laisser croire qu'ils avaient travaillé sur les projets;

- Les noms de véritables sociétés et de vraies personnes ont été utilisés sans leur consentement pour profiter indûment de leur bonne réputation;
- Des contrats, des factures et des opérations comptables ont été massivement falsifiés ou codés à l'aide de fausses descriptions;
- Des contrats de sous-traitance interentreprises, des opérations d'interfinancement (paiements croisés et rétropaiements) ont été utilisés pour contourner les points de contrôle.

Les services de l'UE n'étaient pas armés pour affronter un stratagème frauduleux si complexe et son utilisation massive de fausses déclarations. De plus, les auditeurs ont utilisé des méthodes d'audit traditionnelles avec des programmes d'audit standard voués à l'échec en pareil cas. Enfin, les audits ont été exécutés dans le cadre de missions distinctes, sans aucun lien entre elles.

Une des principales faiblesses des processus de contrôle du temps était sans doute liée au manque d'esprit critique professionnel lors de la planification et de la réalisation des audits. La fraude était considérée comme une exception au champ d'application de l'audit, dans l'opinion des auditeurs, plutôt qu'un élément intégral de l'étendue de l'audit, tel qu'indiqué dans la norme ISA 240 des Normes internationales d'audit, « Responsabilité du vérificateur relativement à la prise en compte des fraudes et des erreurs dans une vérification d'états financiers », et dans la norme ISSAI 1240 des Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques.

PLUTO est une base de données qui sert à stocker des renseignements sur environ 15 000 bénéficiaires et 5 000 projets de recherche financés par la DG INFSO. La base de données PLUTO permet d'analyser visuellement les relations entre les diverses entités fichées dans la base (relations entre les bénéficiaires, les projets, les personnes, les numéros de téléphone et les adresses). Cette analyse aide à circonscrire les zones à risque dans l'environnement contractuel, et facilite le travail d'audit et d'investigation. Même si les auditeurs et les enquêteurs doivent encore prouver qu'il y a eu fraude, PLUTO leur simplifie la tâche en localisant les secteurs où les risques de fraude sont plus élevés. PLUTO est basé sur le logiciel commercial iBase de la société i2 INC.

Peut-on prévenir ce genre de fraude aujourd'hui?

Le choc d'une fraude de grande magnitude par une entité jouissant de la bénédiction des auditeurs nous a amenés à revoir en profondeur nos méthodes et nos outils, ce qui donné les résultats suivants :

- Une collaboration permanente et proactive a été établie entre l'OLAF et la DG INFSO.
- Les méthodes d'audit ont été alignées sur les normes contemporaines. Les entités ont été évaluées comme un tout, en recueillant le plus d'information possible avant le travail sur place (ISA 315). Pour chaque entité, des risques spécifiques ont été répertoriés et le programme d'audit a été adapté en conséquence (ISA 240).
- On a conçu une méthode innovatrice d'exploration des données et d'évaluation des risques durant la phase préparatoire des audits.
- Un nouvel outil de renseignement (PLUTO, voir l'encadré) a été mis au point pour analyser les anomalies dans d'importants volumes de données structurées.
- Les données opérationnelles stockées dans les systèmes financiers et les systèmes de gestion des contrats de la DG INFSO, jusqu'à dix ans en amont et regroupant 500 giga-octets d'information, ont été téléchargées et indexées, ce qui permettra des recherches par mots clés (noms, montants et dates). Ces renseignements été exploités durant la préparation de l'audit et le travail sur place.

- Tous les rapports d’audit antérieurs et la documentation sur les sociétés douteuses et les projets boiteux ont été récupérés et analysés.
- Un inventaire complet des activités, des sociétés et des personnes suspectes a été dressé.

À partir de ces informations, un grand nombre d’audits ciblés ont été réalisés en étayant progressivement le dossier selon les informations disponibles.

Les audits ont été réalisés dans le secret propre aux enquêtes, en limitant l’accès à l’information à un noyau central de membres du personnel. L’information était partagée seulement entre les personnes qui avaient réellement « besoin de connaître ». Les données et les documents étaient protégés en utilisant des techniques de chiffrement ainsi que des dispositifs de protection matérielle.

Leçons tirées des audits et des enquêtes en continu

Tandis que cette méthode a été appliquée pour la première fois dans un cas de fraude donné, les leçons tirées de l’expérience ont maintenant été intégrées à nos activités quotidiennes respectives. Les sections suivantes décrivent certains des principaux éléments adoptés :

Préparation avant le travail sur place

L’étape de préparation sert à :

- obtenir une évaluation précise des risques liés à l’entité;
- concevoir un programme d’audit personnalisé basé sur les risques dépistés;
- limiter les possibilités de manipulation des éléments probants de l’audit;

L’objectif est d’évaluer le risque d’inexactitudes importantes intentionnelles dans les demandes de remboursement des frais de l’entité. Deux principaux facteurs influent sur ce risque :

- la dépendance foncière de l’entité envers les fonds de l’UE;
- la preuve de fausses déclarations dans les documents soumis pour obtenir du financement.

Pour évaluer ce risque, nous analysons l’entité dans son ensemble, en puisant à toutes les sources d’information accessibles — internes, ouvertes et commerciales.

L’information est extraite des systèmes de gestion des contrats de la DG INFSO, et des entrevues sont menées avec les agents de projet de l’UE au sujet de la performance de l’entité. Si des changements inattendus ont été apportés aux objectifs d’un projet, ils sont consignés dans le dossier d’évaluation. Les documents déposés par l’entité sont examinés pour voir s’il y a des signes de fausses déclarations ou des anomalies (dans les noms, les signatures, l’authenticité, les auteurs ou les dates). Les rapports d’audit précédents ou connexes sur l’entité sont analysés.

L'information est puisée dans les registres de la société : actionnaires, administrateurs, entités liées, références des personnes-ressources et données comptables. L'information est ensuite comparée à celle des sources ouvertes (Google, les sites Web des sociétés, le logiciel Wayback Machine, les annuaires téléphoniques et Google Maps) et aux données provenant de sources internes.

L'information sur le personnel clé de l'entité est recueillie dans des sources ouvertes (telles que LinkedIn, PIPL, 123People et Yasni) puis comparée aux données fournies par l'entité.

On procède aussi à une collecte d'information sur les autres sources de financement. Les revenus provenant de subventions sont comparés aux revenus déclarés dans les états financiers annuels de l'entité pour dépister une dépendance excessive aux subventions, ce qui pourrait inciter l'entité à déclarer des dépenses fictives et à demander un remboursement de frais non engagés.

Toute l'information recueillie est alors structurée pour en discuter au cours d'une séance de remue-méninges avec l'équipe chargée de l'audit afin d'établir les risques principaux et le programme d'audit approprié.

Dans la plupart des cas, nous fixons un délai très court entre le moment où l'audit est annoncé et début du travail sur place (deux semaines au lieu de plusieurs mois) pour retrouver la situation pratiquement inchangée. Dans les cas où il y a des signes indéniables de fraude, l'OLAF effectue sur-le-champ des vérifications sans aucun préavis, qui font appel à des auditeurs de la DG INFSO à titre d'experts techniques.

Durant le travail sur place

Durant le travail sur place, nous voulons atteindre les trois objectifs suivants :

- avoir accès à de l'information essentielle;
- faire une évaluation précise de l'entité;
- sauvegarder des éléments probants importants.

Un programme d'audit adapté sur mesure à l'entité est alors mis en œuvre, en faisant preuve d'esprit critique à toutes les étapes. Si de nouveaux éléments ou de nouveaux risques sont relevés durant le travail sur place, le programme d'audit est rapidement raffiné pour en tenir compte. Nous prenons soin d'intégrer des composantes imprévisibles ou inhabituelles au programme. Par exemple, nous :

- convoquons en entrevue des employés qui ont travaillé sur des projets financés par l'UE, notamment d'anciens employés;
- menons des entrevues avec les auditeurs qui ont signé des rapports d'expression d'assurance;
- demandons que les résultats concrets du projet nous soient clairement démontrés;

- consultons d'autres documents en complément des documents traditionnels (tels que les grands livres généraux, les comptes bancaires, les registres d'emploi et les déclarations d'impôt sur le revenu);
- visitons les installations de l'entité;
- faisons appel à des spécialistes pour évaluer la teneur et la qualité du travail accompli.

Nous accordons une attention supplémentaire à toute limite imposée par l'entité à l'étendue de l'audit.

Les documents essentiels — authentifiés par l'entité au besoin — sont protégés et conservés dans le dossier de documentation de l'audit. Ce faisant, nous gardons à l'esprit que les enquêteurs de l'OLAF doivent corroborer leur dossier et transmettre rapidement les documents aux autorités judiciaires nationales.

Les observations adressées à l'entité auditée peuvent être limitées, afin de ne pas nuire aux audits ou aux enquêtes qui suivront.

Après le travail sur place

Après le travail sur place, notre objectif principal est de :

- déterminer avec soin si nous avons bien saisi tous les éléments en cause, si nous avons une image complète de la situation, sans pour autant nous empêtrer dans les détails;
- documenter les constatations de l'auditeur de façon précise et explicite.

Nous analysons l'information recueillie pour en déterminer la cohérence et la plausibilité. Dans certains cas, nous réalisons des audits dans des entités liées à l'entité initiale afin d'avoir un aperçu global de la situation. Nous attendons parfois de communiquer nos conclusions à l'entité auditée jusqu'à ce que tous les audits connexes soient achevés.

Tous les commentaires formulés par l'entité auditée lors de la revue des constatations de l'audit sont analysés minutieusement, et les conclusions de l'audit sont formulées soigneusement.

Nous communiquons les leçons que nous avons tirées sur les faiblesses potentielles des contrôles opérationnels aux services opérationnels de la DG INFSO afin de leur permettre d'améliorer les contrôles exercés sur le processus de paiement et les autres processus (systèmes de technologie de l'information, changements des procédures, formation du personnel).

Nous encourageons activement les personnes responsables à mettre en œuvre les conclusions de l'audit le plus rapidement et le plus efficacement possible afin de parvenir à un recouvrement rapide des paiements inappropriés et de dissuader d'autres bénéficiaires de se livrer à des activités frauduleuses similaires.

Défis

Notre nouvelle méthode de travail favorise non seulement la tenue d'audits et d'enquêtes plus efficaces, mais elle prévient aussi les problèmes. Toutefois, elle nous pose aussi de nouveaux défis :

- Le succès obtenu en détection des irrégularités entraîne une hausse du risque de litiges, avec un alourdissement du fardeau administratif et des coûts pour la Commission européenne.
- Des audits plus efficaces ont pour effet d'augmenter le taux d'erreurs signalées, ce qui, paradoxalement, pourrait laisser croire que le système est plus vulnérable qu'auparavant.

Ces deux points soulignent l'importance d'une communication active avec les intervenants internes et externes afin d'éviter de graves malentendus. Il faudrait tenir le raisonnement suivant : la détection de la fraude est un résultat positif qui témoigne de l'amélioration du système de contrôle et qui, d'abord et avant tout, permet de faire en sorte que les fonds soient utilisés aux fins prévues et légitimes.

Par conséquent, des taux d'erreurs plus élevés qui résultent de l'application de meilleurs mécanismes de détection sont, du moins à court terme, de bon augure et prometteurs d'un assainissement des services publics à l'avenir.

Conclusions

Le présent article démontre que les services de la CE ont respecté la devise de l'INTOSAI, « *L'expérience mutuelle profite à tous* ». Dans ce cas, l'expérience mutuelle a réellement profité à tous et a donné naissance à une nouvelle méthode combinée d'audit et d'enquête qui a permis de démêler avec succès une affaire de fraude complexe et coûteuse.

Les leçons apprises ont déjà mené à un resserrement des contrôles financiers et des autres contrôles à la DG INFSO. Cette méthode innovatrice et ces nouveaux outils serviront également à d'autres organismes de la CE à mettre en œuvre leur méthode d'analyse des risques et à gérer leurs contrôles.

Nous sommes convaincus qu'une meilleure détection des irrégularités et que le suivi administratif, financier et judiciaire subséquent préviendra en outre de futurs problèmes.

Cependant, nous prévoyons que les auteurs de ces fraudes tireront également des leçons de l'exercice. C'est pourquoi nous devons tenir à jour nos méthodes de travail pour marcher de pair avec l'évolution de la conjoncture. Cette affaire nous a ouvert de nouvelles perspectives et nous a donné un électrochoc salutaire, tout en nous préparant à relever de nouveaux défis. Nous avons établi que les fausses déclarations sont un facteur de risque clé dans notre travail d'audit. Nous avons donc élaboré des méthodes appropriées pour lutter contre ce risque. Désormais, les choses ne seront plus jamais les mêmes.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec les auteurs à kjell.larsson@ec.europa.eu ou freddy.dezeure@ec.europa.eu

XI^e Assemblée de l'ASOSAI et 4^e Symposium de l'ASOSAI

La XI^e Assemblée de l'ASOSAI et le 4^e Symposium de l'ASOSAI ont eu lieu du 12 au 15 octobre 2009, à Islamabad, au Pakistan. Parmi les participants, on comptait 138 délégués de 31 ISC membres et des observateurs du Secrétariat général de l'INTOSAI et de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI). Le Comité directeur de l'ASOSAI a tenu ses 40^e et 41^e réunions avant et après l'assemblée et le symposium, respectivement.



Participants à l'Assemblée de l'ASOSAI à Islamabad, au Pakistan, en octobre 2009

La cérémonie inaugurale de l'assemblée a été présidée par Farooq H. Naek, Président du Sénat (la chambre haute du Parlement) du Pakistan. Liu Jiayi, alors Président de l'ASOSAI et Auditeur général du Bureau national d'audit de la Chine, et Josef Moser, Secrétaire général de l'INTOSAI et Auditeur général de l'Autriche, ont souhaité la bienvenue aux participants lors de la cérémonie d'ouverture.

Dans son discours inaugural, M. Naek a déclaré que « les Institutions supérieures de contrôle sont d'importants piliers de la bonne gouvernance. Elles jouent un rôle capital en veillant à ce que les ressources publiques soient gérées et utilisées avec probité financière et en conformité avec les lois et règlements. Plus les pouvoirs, l'indépendance et la capacité des institutions d'audit seront renforcés, plus fort sera leur impact sur la gestion et les opérations financières du pays. En outre, elles ont le devoir de promouvoir la transparence, la reddition de comptes et la bonne gouvernance. L'esprit même de la démocratie, a-t-il souligné, est fondé sur de telles valeurs, soit l'ouverture, le respect des règles, la transparence et la reddition de

comptes. Ainsi, une ISC efficace et efficiente est l’alliée naturelle de la démocratie et de la bonne gouvernance ». M. Naesk a souhaité que les délibérations et les discussions au cours de l’assemblée et du symposium soient fructueuses et contribuent à la promotion d’une saine gouvernance — un objectif commun auquel nous sommes tous profondément attachés.

Première séance plénière

Au cours de la première séance plénière, l’assemblée a approuvé des rapports sur 1) les activités de l’ASOSAI depuis l’assemblée de 2006 en Chine, 2) les états financiers de 2008 et le rapport du Comité d’audit sur ces états financiers, 3) le plan stratégique, 4) les activités de formation, notamment les activités de l’IDI-INTOSAI pour l’ASOSAI, et 6) la revue et le site Web de l’ASOSAI. Les rapports sur la Commission des affaires financières et administratives et la Commission sur le partage des connaissances de l’INTOSAI ont également été déposés.

L’assemblée a discuté du plan stratégique de l’ASOSAI. Compte tenu des progrès considérables réalisés dans le cadre du plan, l’assemblée a approuvé la recommandation présentée lors de la 40^e réunion du Comité directeur de l’ASOSAI selon laquelle il faudrait élaborer un nouveau plan stratégique quinquennal pour 2010-2014 et mettre sur pied un groupe de travail pour le mettre en œuvre.

L’assemblée a approuvé une modification de la Charte de l’ASOSAI faisant de l’administrateur des programmes de formation de l’ASOSAI un membre à part entière du Comité directeur. Par conséquent, le Conseil d’audit du Japon, l’actuel administrateur du programme de formation de l’ASOSAI, est devenu un membre à part entière du Comité directeur. L’assemblée a décidé d’augmenter la taille du Comité directeur pour la faire passer de neuf à onze membres, afin de permettre au président et au secrétaire général sortants d’exercer un mandat supplémentaire en reconnaissance de leurs contributions antérieures et assurer la continuité du fonctionnement du comité.

L’assemblée a approuvé la recommandation selon laquelle les règlements de l’ASOSAI doivent stipuler qu’il incombe au Comité directeur de l’ASOSAI de recruter et de nommer le prochain hôte/secrétaire général. Il lui incombe aussi de nommer le représentant de l’ASOSAI au Comité directeur de l’INTOSAI.

L’assemblée a accordé une distinction au meilleur article publié dans la revue de l’ASOSAI (*l’Asian Journal of Government Audit*) au cours des trois dernières années. Le Conseil de rédaction de la revue (soit les dirigeants des ISC des Philippines, du Sri Lanka et de l’Inde) a joué le rôle de jury et a accordé la palme d’or à l’article intitulé « Problems of Risk Assessment in Group Financial Statements », rédigé par Tanweer Ahmed de l’ISC du Pakistan et publié dans le numéro d’octobre 2007.

Durant la première séance plénière, le flambeau de la présidence de l’ASOSAI est passé des mains de Liu Jiayi, Auditeur général de Chine, à celles de Tanwir Ali Agha, Auditeur général du Pakistan. À cette occasion, M. Liu a remercié les membres de l’ASOSAI pour leur contribution et leur soutien au cours de son mandat et a souhaité

que le succès de l'ASOSAI se poursuive à l'avenir. De son côté, M. Agha a reconnu les progrès réalisés par l'ASOSAI sous la direction de la Chine et a exprimé son admiration pour la maîtrise avec laquelle M. Liu avait tenu la barre de l'organisation. M. Agha a assuré les membres de l'ASOSAI qu'il voulait avant tout poursuivre la mission de l'ASOSAI dans le respect de sa charte constitutive et avec la collaboration, l'assistance et le soutien de la grande famille de l'ASOSAI et de ses partenaires stratégiques.

Seconde séance plénière

Durant la seconde séance plénière, l'assemblée a approuvé la recommandation du Comité directeur voulant que l'ISC de l'Inde soit l'hôte de la XII^e Assemblée de l'ASOSAI en 2012. De plus, l'assemblée a élu les ISC du Koweït, de l'Indonésie, du Bangladesh, de la Turquie, du Vietnam et de l'Iraq comme membres du Comité directeur et approuvé le choix de l'ISC de la Corée comme prochain secrétaire général. Ensuite, l'assemblée a approuvé le budget de l'ASOSAI pour 2009-2011, ainsi que le rapport du Groupe de travail pour la vérification environnementale de l'ASOSAI pour la période de 2006-2009.

À la seconde séance plénière, Hwangsik Kim, Président de la Commission de contrôle et d'inspection de la Corée, a remplacé Vinod Rai, Contrôleur et Auditeur général de l'Inde, au poste de secrétaire général. Dans son allocution, M. Kim a noté que le XXI^e siècle est caractérisé par une évolution constante de l'information et que les ISC doivent s'engager à appuyer le renouvellement et l'innovation pour suivre le rythme de l'évolution des besoins. Devant l'assemblée de l'ASOSAI, il a promis de soutenir entièrement les ISC membres qui prennent des initiatives pour relever les défis du XXI^e siècle.

Quatrième Symposium de l'ASOSAI

Le 4^e Symposium de l'ASOSAI, qui a eu lieu le 14 octobre, a porté sur le rôle des ISC en vue d'optimiser les dépenses publiques. M. Tanwir Ali Agha, le nouveau Président de l'ASOSAI, en a été le modérateur. M. Vinod Ray, alors Secrétaire général de l'ASOSAI, a noté dans son discours d'ouverture que l'audit des finances publiques joue un rôle important dans une gestion plus efficace des dépenses publiques. Muhammad Anwar, le Sous-vérificateur général du Pakistan, a prononcé le discours principal, qui a été suivi par la présentation des rapports spéciaux des ISC du Sri Lanka, du Kazakhstan et du Vietnam et d'une discussion en groupe à laquelle ont participé les représentants des ISC du Bhoutan, de la Malaisie, du Pakistan et de la Russie.

Au cours des présentations et des discussions libres subséquentes, certains éléments communs se sont dégagés des échanges :

- Les parties prenantes à l'échelle mondiale veulent augmenter l'efficacité des dépenses publiques. Les ISC doivent faire en sorte que les attentes de la société dans son ensemble soient comblées.

- La reddition de comptes en temps opportun est très importante pour assurer une gestion efficace des dépenses publiques, et les ISC jouent un rôle fondamental à cet égard en présentant des rapports de haute qualité au moment opportun. En effet, les rapports d’audit déposés en retard ne sont plus pertinents; ils n’augmentent pas l’efficacité et ne favorisent pas la reddition de comptes. La transparence joue également un rôle significatif à cet égard. Les médias ont tendance surtout à mettre l’accent sur des questions particulières.
- Pour évaluer l’efficacité, il faut d’abord élaborer des indicateurs de rendement appropriés et acceptables afin d’établir des points de repère qui serviront à mesurer l’efficacité des dépenses. L’ISC de la Malaisie a mis au point un indice de responsabilisation innovateur qui sert à la notation des organismes publics; ce concept a suscité énormément d’intérêt parmi les participants.
- Les ISC ne peuvent pas jouer leur rôle en vase clos. Elles doivent établir des relations avec les autres parties prenantes telles que le Parlement, le pouvoir exécutif, les médias et les citoyens. Les ISC doivent sensibiliser davantage leurs partenaires aux problèmes qu’elles dépistent. Cependant, elles doivent le faire en respectant l’environnement, les lois et les articles constitutionnels qui les encadrent.
- Les audits de gestion et les audits d’optimisation des ressources, ainsi que les rapports d’examen spécial, sont des outils appropriés et efficaces pour rendre compte de l’efficacité des dépenses publiques.
- Les ISC doivent insister sur l’application de contrôles robustes et rigoureux. Elles doivent non seulement s’assurer que des contrôles sont en place, mais aussi que ces derniers sont efficaces. L’efficacité des audits internes doit être évaluée de façon similaire.
- Tandis qu’il importe de présenter des rapports d’audit d’excellente qualité au moment opportun, il est tout aussi important de respecter les directives établies lors des forums compétents où on a discuté de ces rapports. Les nouveaux rapports d’audit doivent commencer par cerner les cas de non-conformité.
- La qualité des institutions et des processus a une incidence importante sur l’efficacité des dépenses publiques.

Pour renseignements, communiquez avec l’ISC du Pakistan.

Courriel : agp@gov.pk

Site Web : www.agp.gov.pk

VIII^e Congrès de la CAROSAI

Le VIII^e Congrès de la CAROSAI s'est tenu à Belize, au Belize, du 15 au 19 février 2010. Le congrès avait pour thème la promotion de l'efficacité de l'audit au moyen d'un cadre de gestion de l'assurance qualité de l'audit. Il a regroupé des auditeurs généraux et des directeurs de mission de toute la région des Caraïbes, ainsi que des observateurs d'autres ISC, d'organisations externes et de la Revue.

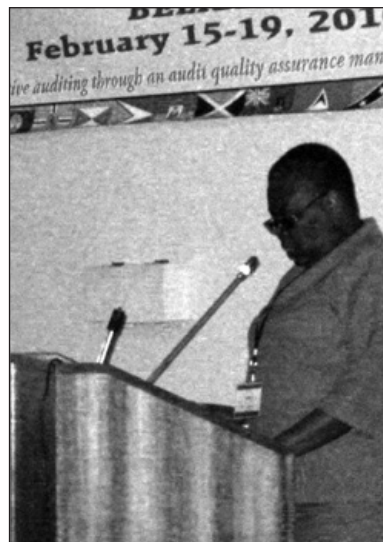
Le président sortant de la CAROSAI et Contrôleur général des Bahamas, Terrance Bastian, a ouvert la première séance plénière générale. Lors de cette réunion, Dan Duguay, alors Contrôleur général des îles Caïmans et président de la Commission régionale de renforcement des capacités institutionnelles (CRRCI) de la CAROSAI, a présenté un rapport indiquant que le programme de la CRRCI arrivait à terme. Il a soumis une résolution visant à dissoudre la CRRCI, qui a été approuvée par les participants.

Else Karin Kristensen, sous-directrice générale de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), a fait une présentation sur le rôle de l'IDI au sein de la CAROSAI et les activités qui ont été menées depuis le congrès précédent. Elle a par ailleurs indiqué que l'accent avait été mis sur le transfert de connaissances utiles en cours d'emploi et qu'un manuel d'assurance qualité des audits financiers venait tout juste d'être publié. Elle a également indiqué que l'audit axé sur le risque serait une priorité pour la région au cours des années à venir.

Terrance Bastian et la gestionnaire du renforcement institutionnel de l'IDI, Lorelly Pujadas, ont discuté du plan opérationnel de la CAROSAI pour 2009. Ils ont indiqué que plusieurs activités proposées en 2009 relativement aux projets financés par la Banque mondiale n'avaient pas eu lieu, car le processus de dotation du poste de conseiller de projet de la Banque mondiale est en cours. On a décidé qu'une sous-commission du VIII^e Congrès élaborerait une résolution qui permettrait à la CAROSAI d'exprimer ses préoccupations quant au caractère dysfonctionnel de certains comités des comptes publics à la prochaine réunion de la Caricom (le Marché commun des Caraïbes) qui doit se tenir à Trinité-et-Tobago.

Florence Lee, Auditrice générale de Montserrat, a présenté un document sur le rôle des ISC à l'égard des stratégies de gestion des finances publiques en période de crise mondiale. Pamela Monroe Ellis, Auditrice générale de la Jamaïque, a présenté un document portant sur la promotion de l'efficacité des audits au moyen d'un cadre d'assurance de la qualité.

Dans les secteurs du partage des connaissances et du renforcement des capacités, M^{me} Pujadas a



Florence Lee, Auditrice générale de Montserrat, prend la parole au Congrès de la CAROSAI

également passé en revue l'approche fondée sur le risque pour les programmes d'audit financier, fournissant aux cadres des ISC des informations détaillées sur la façon dont cette approche sera utilisée dans le cadre du prochain programme conjoint de coopération qu'entreprendra la CAROSAI. Les ISC de la Jamaïque, de la Barbade et de Sainte-Lucie ont confirmé leur participation au programme. L'ISC de la Guyana a également demandé de faire partie du programme. Les ISC de Sainte-Lucie et de la Barbade ont respectivement consenti à accueillir un atelier de perfectionnement et une réunion de conception.

Plusieurs participants externes ont également fait des présentations lors du congrès. Gillian Fawcett, directrice des politiques du secteur public de l'Association of Chartered Certified Accountants, a dirigé une table ronde sur le secteur public. Robert Reeve, analyste principal et spécialiste de l'optimisation des ressources au sein du Bureau d'audit national du Royaume-Uni, a discuté de la possibilité d'améliorer la capacité d'optimisation des ressources des ISC. Rolf Elm Larsen, directeur au sein de l'ISC du Danemark et représentant de la Commission des normes professionnelles, a abordé le rôle des normes, notamment des Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI). John Noseworthy, vérificateur général de la province de Terre-Neuve-et-Labrador au Canada, a passé en revue un audit effectué récemment par son bureau des indemnités des députés du parlement provincial.

Des représentants du Président de l'OLACEFS (l'ISC colombienne), de l'Organisation des États américains (OEA) et de la Banque interaméricaine de développement (BID) ont également fait de brèves présentations sur diverses questions notamment les initiatives menées par l'ISC colombienne pour lutter contre la corruption et le rôle en évolution de la BID.

Lors de la seconde séance plénière générale, les délégués ont discuté du renforcement et de la pérennisation de la CAROSAI en tant qu'organisme régional. À cette fin, les délégués ont ratifié une structure formée de quatre commissions pour la réalisation des objectifs du plan stratégique de 2011 de la CAROSAI. La Secrétaire générale a noté que le Secrétariat de la CAROSAI pourrait avoir besoin d'un gestionnaire et d'un adjoint administratif pour aider à réaliser les activités de programme et les mesures administratives résultant de l'octroi d'une subvention par la Banque mondiale.

On a également constaté que l'IDI contribuerait à l'organisation d'un voyage d'étude du Président et de la Secrétaire générale de la CAROSAI au Secrétariat de l'AFROSAI anglophone établi à Pretoria, en Afrique du Sud, en mars. L'objet du voyage est d'observer la structure organisationnelle et les modèles de pérennisation institutionnelle du Secrétariat de l'AFROSAI anglophone dans le but de renforcer la capacité institutionnelle de la CAROSAI.

Par ailleurs, un nouveau Conseil exécutif a été établi sous la présidence de l'ISC du Belize. L'ISC de Sainte-Lucie a été nommée secrétaire générale du Conseil qui regroupe aussi les ISC de Montserrat, d'Antigua-et-Barbuda, et de Trinité-et-Tobago.

L'ISC de la Jamaïque a été nommée au poste d'auditeur du Conseil, et l'ISC des Bahamas au titre de représentante de la CAROSAI su sein du Comité directeur de l'INTOSAI.

À la fin du congrès, Edmund Zuniga, auditeur général du Belize et nouveau Président de la CAROSAI, a indiqué qu'il était temps pour la CAROSAI de commencer à définir un nouveau plan stratégique.

L'ISC de Trinité-et-Tobago a accepté d'accueillir le IX^e Congrès de la CAROSAI en 2013.

Pour renseignements, prière de communiquer avec l'ISC du Belize :

Courriel : AuditorGeneralBelize@audit.gov.bz

Site Web : www.audit.gov.bz



Kirsten Astrup, directrice de la planification stratégique de l'INTOSAI

À l'occasion de l'INCOSAI en 2004 à Budapest, les pays membres ont adopté à l'unanimité le premier plan stratégique de l'INTOSAI. Au cours des deux dernières années, j'ai eu l'honneur et le plaisir d'aider le président du *Task Force* Planification stratégique de l'INTOSAI à élaborer le deuxième plan stratégique de l'organisation de concert avec le secrétaire général, les présidents des objectifs et les autres membres du *Task force*. Le document final du plan sera distribué au Comité directeur et à toutes les ISC membres avant d'être soumis pour approbation au XX^e INCOSAI.

Durant la première série de consultations, nous avons intégré les commentaires reçus de membres du *Task force* et de l'INTOSAI et avons produit, au cours des mois de mars et d'avril 2010, une nouvelle ébauche de plan après l'examen des membres du *Task force*. Cette ébauche a été traduite dans les langues officielles de l'INTOSAI en mai 2010 et envoyée à toutes les ISC pour une deuxième série de consultations.

La plupart d'entre vous êtes encore à examiner cette ébauche, cependant j'ai déjà reçu des commentaires d'ISC membres. C'est avec un grand intérêt que je m'appête à analyser ces commentaires plus en profondeur, étant convaincue qu'ils contribueront à l'amélioration de la dernière ébauche du deuxième plan stratégique. J'ai la conviction que ce sera là l'ébauche finale du plan stratégique 2011-2016, que je transmettrai au président du *Task force* à la suite des séances de consultation des quatre présidents des commissions des objectifs au cours de l'été. Bien que je ne sois pas certaine du nombre d'ébauches auxquelles j'ai travaillé ces deux dernières années, il demeure que chaque version a été améliorée grâce à l'intégration de commentaires du *Task force*, de la Commission financière et administrative, du Comité directeur et de tous les membres au cours de la première série de consultations.



Kirsten Astrup

Dans le numéro d'avril de la *Revue*, j'ai rédigé un texte sur les aspects clés du plan stratégique 2011-2016 révisé de l'INTOSAI et sur l'importance des sept valeurs centrales de l'INTOSAI, qui constituent le fondement du nouveau plan. À mon avis, le plan stratégique a insufflé un nouveau dynamisme à toute l'organisation – non seulement aux présidents des quatre commissions des objectifs stratégiques et des sous-commissions, aux groupes de travail et aux *task forces*, mais aussi à toutes les institutions supérieures de contrôle (ISC) participant à ces groupes qui mettent en œuvre les objectifs et les activités stratégiques du plan. Dans nos ISC, nous comptons déjà des milliers de personnes qui travaillent à promouvoir et plaider la cause de l'INTOSAI comme un modèle d'organisation internationale.

Bien qu'il soit important de disposer d'un plan stratégique, il l'est tout autant de veiller à ce que les éléments du plan soient mis en œuvre efficacement pour réaliser les objectifs stratégiques du plan. Depuis ma nomination à titre de directrice de la planification stratégique de l'INTOSAI, j'ai suivi de près les activités ayant trait au plan. Je suis heureuse de constater chaque jour que le premier plan stratégique de l'INTOSAI est mis en œuvre avec une grande efficacité et bénéficie d'un large soutien.

Au début de mai, à Copenhague, j'ai participé à la réunion du Comité de pilotage de la Commission des normes professionnelles, en compagnie d'environ 40 autres professionnels qui ont prouvé leur engagement indéfectible par les efforts qu'ils ont déployés pour améliorer notre organisation en mettant au point de nouvelles normes et d'autres lignes directrices. Le Comité de pilotage de la Commission de renforcement des capacités a aussi tenu sa réunion annuelle récemment à Washington, et le Comité de pilotage de la Commission de partage et de gestion des connaissances tiendra sa réunion plus tard cet été.

Toutes les activités et tous les efforts dont j'ai été témoin au cours de mon mandat à titre de directrice de la planification stratégique ont clairement démontré que notre premier plan stratégique permet une collaboration plus structurée entre les membres de l'INTOSAI. La devise de l'INTOSAI, « L'expérience mutuelle profite à tous », revêt désormais une nouvelle signification pour nous tous.

Le plan stratégique a également rendu possible le partenariat entre la communauté internationale des donateurs et l'INTOSAI. Le protocole d'entente que l'INTOSAI a conclu avec la communauté des donateurs l'an dernier stipule, entre autres choses, que l'aide des donateurs sera utilisée pour 1) élaborer et mettre en place les plans stratégiques des ISC et 2) mettre au point des plans d'action, étant donné qu'un grand nombre d'ISC ont encore besoin de soutien pour renforcer leurs capacités en matière de planification stratégique.

Lors du XX^e INCOSAI en Afrique du Sud en novembre, un nouveau directeur de la planification stratégique sera nommé pour les trois prochaines années. Mon dernier article dans le numéro d'octobre de la *Revue* sera une rétrospective de mon expérience de la planification stratégique au sein de l'INTOSAI en général et de la mise en œuvre du second plan stratégique de l'INTOSAI. Je jeterai également un regard vers le passé et ferai le bilan de mon mandat comme directrice de la planification stratégique.

N'hésitez pas à communiquer avec moi, à astrup@rechnungshof.gv.at, si vous avez des commentaires ou des observations portant sur la mise en œuvre du plan stratégique de l'INTOSAI.

DANS LE CADRE DE
L'INTOSAI

Conférence pour le renforcement du contrôle externe des finances publiques dans les régions de l'INTOSAI

Les 26 et 27 mai 2010, le Secrétariat général de l'INTOSAI a été l'hôte d'une conférence pour le renforcement du contrôle externe des finances publiques, conférence qui s'est tenue dans l'édifice de l'Assemblée nationale de l'Autriche. La Conférence a réuni des ISC des sept groupes de travail régionaux (l'AFROSAI, l'ARABOSAI, l'ASOSAI, la CAROSAI, l'EUROSAI, l'OLACEFS et la PASAI), des représentants des Nations Unies, de la Banque mondiale, de l'Union interparlementaire ainsi que des donateurs et des spécialistes de l'extérieur.



Les participants à la Conférence pour le renforcement du contrôle externe des finances publiques réunis devant l'édifice de l'Assemblée nationale de l'Autriche

Les séances de la première journée de la Conférence ont porté sur le rôle et les responsabilités liés à l'audit public externe. Les conférenciers ont insisté sur le rôle que les ISC jouent dans le système de régulation des pouvoirs de l'État en démocratie. Ce rôle, elles l'exercent en veillant à ce que les gouvernements assurent une reddition de comptes efficace et transparente et à promouvoir une saine gouvernance. Les conférenciers ont également mis en lumière le rôle déterminant des ISC dans la lutte contre la corruption et la poursuite des objectifs du millénaire pour le développement adoptés par les Nations Unies. De l'avis unanime, l'importance et l'influence des ISC prennent de l'ampleur compte tenu de la crise financière et économique actuelle. En effet, les ISC sont perçues comme porteuses de certaines valeurs, telle la crédibilité; en outre, elles jouissent de la confiance des citoyens et de la communauté internationale.

Les conférenciers ont réitéré que l'indépendance est un préalable essentiel qui permet aux ISC de mener à bien leurs tâches. Ils ont souscrit à l'objectif de l'INTOSAI, qui est d'intégrer le principe fondamental de l'indépendance dont les Déclarations

de Lima et de Mexico ont fondé les assises en droit international. De plus, le rôle crucial des normes et des lignes directrices de l'INTOSAI pour l'affirmation de l'indépendance des ISC a été reconnu.

Les conférenciers ont soutenu que le fait de présenter la valeur et l'avantage d'ISC indépendantes pour le gouvernement et la société civile est un autre préalable important, garant de l'efficacité de l'audit public externe, et que la communication avec le public joue un rôle décisif pour atteindre ce but.

La deuxième journée de la Conférence a été consacrée au renforcement des capacités des ISC. Les questions abordées ont englobé la coopération de l'INTOSAI avec les donateurs dans l'optique de renforcer les capacités des institutions des pays en développement et des pays émergents. Certains exposés ont porté sur les activités actuelles de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) dans ce domaine et sur le rôle de l'IDI dans la coopération entre l'INTOSAI et les donateurs.

S'appuyant sur les besoins et les défis précis relevés par les ISC représentées, les délégués, dans un recueil de conclusions conjoint, ont recommandé que l'on mette davantage l'accent sur les questions essentielles suivantes : indépendance, renforcement des capacités des Institutions, développement des infrastructures matérielles et des compétences du personnel, élaboration et application de normes et de méthodes professionnelles d'audit, formation et perfectionnement, échange et transfert des connaissances, et présentation aux ISC de la valeur et de l'avantage d'ISC indépendantes. Le document complet des conclusions et recommandations est affiché sur le site Web de l'INTOSAI dans les cinq langues officielles de l'Organisation (www.intosai.org/fr/portall).

Pour renseignements, veuillez communiquer avec le Secrétariat de l'INTOSAI, à l'adresse : intosai@rechnungshof.gv.at.

Réunion du Comité de pilotage de la Commission des normes professionnelles

Le Comité de pilotage de la Commission des normes des professionnelles a tenu sa réunion annuelle à Copenhague en mai 2010. L'un des objectifs de la réunion était d'approuver les quelques dernières normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) et orientations du Guide sur la bonne gouvernance de l'INTOSAI, documents qui avaient été préparés par les Sous-commissions de la Commission des normes professionnelles sur le contrôle de l'audit financier, pour l'audit de performance, pour l'audit de conformité, des normes de contrôle interne, de comptabilité et rapports, ainsi que les projets sur le contrôle de la qualité des contrôles et sur la transparence et l'obligation de rendre compte.

Le référentiel des ISSAI a été compilé en un recueil exhaustif de normes et de lignes directrices. Après une séance très fructueuse à Copenhague, la Commission des normes professionnelles est prête à faire approuver 36 ISSAI et deux orientations relatives aux normes (INTOSAI GOV), à l'occasion du XX^e INCOSAI, à

Johannesburg, en Afrique du Sud. M. Otbo, Président de la Commission, a déclaré qu'il avait bon espoir que les ISC de par le monde trouveraient les ISSAI utiles dans leur pratique courante d'audit.

Trois des nouvelles ISSAI portent sur la transparence, la reddition de comptes et le contrôle de la qualité. Un certain nombre d'autres ISSAI, liées aux audits financiers, visent des aspects tels que les éléments probants, l'utilisation des travaux des auditeurs internes, l'échantillonnage et la fraude. De même, les normes d'audit de performance et de conformité font maintenant partie du référentiel des ISSAI. Les deux nouvelles orientations de l'INTOSAI traitent des auditeurs internes et de la coopération entre ceux-ci et les ISC.



Les participants à la réunion du Comité de pilotage de la Commission des normes professionnelles de mai 2010

Avant qu'elles ne soient approuvées à l'occasion du XX^e INCOSAI, les versions des nouvelles ISSAI et INTOSAI GOV ont été diffusées en anglais sur le site <http://www.issai.org/>. Les versions traduites dans les autres langues officielles de l'INTOSAI seront disponibles en octobre. La Commission des normes professionnelles invite tous les membres de l'INTOSAI à visiter son site Web et à se familiariser avec les nouvelles normes. Afin de respecter la demande formulée par l'Afrique du Sud, l'hôte de l'INCOSAI, de réduire le plus possible le volume de documents imprimés, les délégués pourront consulter en ligne seulement les nouvelles normes ISSAI sur le site Web des ISSAI, lequel présente également de l'information sur le référentiel ISSAI et sur toutes les normes ISSAI déjà approuvées. Les personnes intéressées peuvent recevoir par courriel les nouvelles du site Web en en faisant la demande par écrit.

Au cours des prochaines années, de 2011 à 2013, la Commission réorientera ses activités clés. Après avoir surtout élaboré de nouvelles normes, elle s'emploiera à s'acquitter de trois nouvelles tâches :

- poursuivre l'élaboration et la mise à jour des ISSAI et des orientations du Guide sur la bonne gouvernance en vigueur;
- mieux faire connaître les ISSAI et promouvoir la visibilité de leur référentiel et leur application ainsi que celle des orientations dans les ISC;
- œuvrer au projet d'harmonisation, ce qui fournira un fondement conceptuel pour l'audit du secteur public et assurera la cohérence à l'intérieur du référentiel des ISSAI.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec la Commission des normes professionnelles :

Courriel : psc@rigsrevisionen.dk

Site Web : <http://psc.rigsrevisionen.dk>

Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier

Activités de sensibilisation

L'exposé préalable, la documentation et les notes d'allocution de la Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier ont été traduits dans les langues officielles de l'INTOSAI et seront affichés sur le site Web de la Sous-commission d'ici la fin d'août. La version anglaise de la documentation avait auparavant été envoyée aux principaux responsables désignés par les ISC pour qu'ils puissent donner les exposés préalables aux membres de leurs organisations respectives.

Élaboration de normes et de lignes directrices

- La Commission des normes professionnelles (CNP) a approuvé les normes internationales 1000 et 1003 des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) lors de la réunion de son Comité de pilotage, qui s'est tenue en mai.
- Le président de la Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier, M. Gert Jönsson, est membre du Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance (IAASB) et bénéficie du concours de M. Jonas Hällström, à titre de conseiller technique. La dernière réunion a eu lieu à Mainz, en Allemagne, en juin.
- La Sous-commission continue de nommer des experts qui siègent aux groupes de travail du Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance, auxquels elle

confie la révision des normes internationales d'audit 610 « *Utilisation des travaux des auditeurs internes* » et 720 « *Les responsabilités de l'auditeur au regard des autres informations présentées dans des documents contenant des états financiers audités* ».

- Les notes sur les pratiques comprises dans les ISSAI ont été traduites dans les cinq langues officielles de l'INTOSAI. La Cour des comptes européenne les a gracieusement fait traduire en français, en allemand et en espagnol et en a assuré la correction des épreuves. De plus, l'entreprise Burö Tazir a traduit les notes en arabe. L'ISC du Maroc a assuré la correction des épreuves de la version arabe.
- Les versions approuvées des normes ISSAI d'audit financier seront affichées sur le site Web des ISSAI dans toutes les langues officielles de l'INTOSAI avant la tenue du Congrès de l'INTOSAI en novembre.

Plan de travail de la Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier pour 2011-2013

En avril, le plan de travail de la Sous-commission a été approuvé par ses membres et en mai, par le Comité de pilotage. Ce plan comprend les tâches principales suivantes :

- maintenir et poursuivre l'élaboration des normes ISSAI d'audit financier;
- favoriser la sensibilisation;
- contribuer à la cohésion du référentiel ISSAI;
- étudier la possibilité d'inclure d'autres normes publiées par l'IAASB dans les normes de contrôle de l'audit financier;
- résumer les leçons apprises;
- surveiller la mise en œuvre des normes par les membres de l'INTOSAI.

Réunions

Les 8 et 9 septembre 2010, le Bureau national d'audit de la Suède sera l'hôte de la prochaine réunion de la Sous-commission dans l'île de Sandhamn, à l'extérieur de Stockholm.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec le Secrétariat de la Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier :

Courriel : projectsecretariat@riksrevisionen.se

Site Web : <http://psc.rigsrevisionen.dk/fas>

Commission de renforcement des capacités : services de conseil et de consultation (Sous-commission 2)

Le Bureau du Contrôleur général de la République du Pérou, qui préside la Sous-commission du développement des services de conseil et de consultation, fait appel à la collaboration de la communauté de l'INTOSAI dans le but d'établir une banque de données contenant les noms d'experts des finances publiques. Les ISC sont priées de donner de l'information sur des professionnels œuvrant à l'heure actuelle dans différentes ISC, ainsi que sur des experts récemment retraités qui pourraient, à la demande d'autres ISC, s'acquitter des fonctions de conseillers.

Pour vous inscrire comme experts ou vous mettre à la recherche d'experts, veuillez remplir le formulaire qui se trouve à l'adresse Web suivante : <http://apps.contraloria.gob.pe/intosai>.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec la Sous-commission 2 :

Courriel : cooperacion@contraloria.gob.pe

Groupe de travail pour le contrôle de la technologie de l'information

Du 12 au 17 avril 2010, le Bureau de contrôle national de la République populaire de Chine a été l'hôte à Pékin de la 19^e réunion du Groupe de travail pour le contrôle de la technologie de l'information et du 6^e séminaire sur l'audit de performance. En tout 93 participants provenant de 40 ISC y ont assisté.

Dans son allocution d'ouverture, M. Liu Jiayi, Auditeur général du Bureau de contrôle national de la Chine, a fait observer qu'avec l'intégration des économies à l'échelle mondiale et la progression des communications ces dernières années, les technologies de l'information ont apporté de nouveaux défis ainsi qu'une vigueur nouvelle à la profession d'auditeur. Il a félicité le Groupe de travail, à son avis, un groupe de recherche important au sein de la communauté de l'INTOSAI, qui prône la mise en commun des connaissances en matière d'audit des TI. Il a également déclaré que le Bureau de contrôle national de son pays aimerait resserrer les échanges et la coopération avec d'autres ISC par l'entremise du Groupe de travail, et ce, afin de favoriser l'évolution du contrôle de la technologie de l'information.

M. Vinod Rai, Président du Groupe de travail pour le contrôle de la technologie de l'information et Contrôleur et Auditeur général de l'Inde, et M. Anol Chatterji, Contrôleur et Auditeur adjoint de l'Inde, ont présidé respectivement la réunion et le séminaire. Comme il s'agissait de la dernière réunion avant le XX^e INCOSAI, qui se tiendra en Afrique du Sud en novembre, les participants ont pris note attentivement des innovations et des réalisations du Groupe de travail pour la période en cours, dont

on fera rapport au Congrès. Après discussion, les participants ont approuvé également les résultats du sondage sur les futurs projets de lancement du nouveau plan de travail de 2010 à 2013.

Durant le séminaire, 9 ISC ont présenté 12 documents abordant le thème des mesures de la performance utilisées pour établir l'efficacité des projets dans le domaine des TI et les résultats des efforts investis. Les participants ont échangé des idées et des expériences et discuté avec dynamisme du thème qui pourrait être abordé au prochain séminaire.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Bureau de contrôle national de la République populaire de Chine.

Courriel : cnao@audit.gov.cn

Site Web : www.cnao.gov.cn

Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés de l'INTOSAI

Beaucoup de pays ont élaboré des systèmes d'indicateurs nationaux clés dans le but d'évaluer l'importante question du développement socioéconomique. Les ISC ont un rôle important à jouer dans ce processus. Un guide provisoire sur les conditions et les principes des indicateurs nationaux clés, établi par le Bureau de reddition de comptes du gouvernement des États-Unis en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹, énonce ce qui suit :

[Traduction] L'établissement d'indicateurs nationaux clés (INC) peut aider les nations à mesurer les progrès qu'elles ont accomplis pour atteindre les résultats souhaités, à évaluer les conditions et les tendances, et à communiquer les enjeux complexes. On peut y voir une tentative d'adapter les programmes et les politiques des gouvernements en fonction des résultats souhaités par les citoyens, c'est-à-dire une population en santé et instruite, des emplois et des logements décentes, un environnement sain et durable. Pour les Institutions supérieures de contrôle (ISC), les indicateurs nationaux clés représentent un outil important de promotion de la transparence et de la reddition de comptes au sein des gouvernements.

Les ISC peuvent favoriser l'utilisation de ces indicateurs de maintes façons, notamment en validant leur fiabilité et en les intégrant dans leurs audits de performance. Les indicateurs nationaux clés peuvent également contribuer à faciliter le travail des organisations d'audit en fournissant des normes, des buts ou des critères généralement reconnus en regard desquels le rendement du gouvernement est mesuré.

¹ GAO/OECD, Key National Indicators : Draft Guide to Terms and Concepts (www.ach.gov.ru/userfiles/tree/OECD-GAO%20Glossary-tree.files-fl186.doc), mars 2010.

Le Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés de l'INTOSAI a été établi par les Institutions réunies lors du XIX^e INCOSAI, tenu à Mexico en novembre 2007. Son mandat s'inscrit dans le cadre de l'objectif 3 du Plan stratégique de l'INTOSAI de 2005-2010. Le Groupe de travail, qui compte 21 membres à temps plein et 5 observateurs, a recueilli une documentation exhaustive sur l'expérience des ISC en matière d'élaboration et d'utilisation d'indicateurs nationaux, et lancé plusieurs projets-pilotes. Il a effectué des tests scientifiques et pratiques sur les méthodes et les techniques permettant une visualisation multidimensionnelle des mesures établies par les indicateurs nationaux clés.

La première réunion du Groupe de travail, qui a eu lieu à Moscou en mai 2008, a accueilli les représentants de 20 ISC (16 membres du Groupe de travail et 4 observateurs) et de deux organisations internationales (l'OCDE et la Banque mondiale). Au cours de cette réunion, le mandat, les règles de procédure et le plan de travail pour 2008 ont été débattus et approuvés. Le plan de travail pour 2009 a fait l'objet d'une proposition d'examen.

Après cette réunion initiale, le Groupe de travail s'est doté d'un site Web bilingue (anglais et russe) (www.ach.gov.ru/en/intosaikni). Ce site sert d'outil pour l'échange en ligne d'information liée à la définition et à l'utilisation d'indicateurs nationaux clés.

Le Groupe de travail a tenu sa deuxième réunion à Pékin en avril 2009. On y a présenté un séminaire sur les méthodes conceptuelles visant à définir et à utiliser un système d'indicateurs nationaux clés. Seize ISC, dont 15 membres de groupes de travail et un observateur, y ont assisté et une organisation internationale, l'OCDE, y était représentée. Au cours de cette réunion, les participants ont examiné les résultats des sous-projets du Groupe de travail et approuvé le plan de travail pour 2009.

Lors de la troisième réunion du Groupe de travail, tenue les 7 et 8 avril 2010 à Astana, au Kazakhstan, les principaux résultats des activités du Groupe de travail des trois dernières années ont été analysés. En plus de discuter des résultats des sous-projets, les membres du groupe de travail ont approuvé la structure d'un livre blanc sur la définition et l'utilisation de systèmes d'indicateurs nationaux clés ainsi que le plan de travail pour 2010. Le livre blanc jette les fondements de l'élaboration d'un modèle de référence destiné à orienter les activités des ISC dans le cadre du système des indicateurs nationaux clés, et ce, dans le but d'élaborer, de mettre en œuvre et de comparer les stratégies nationales du développement économique et social. En outre, on a ensuite présenté une base de connaissances sur les INC, qui comprend les données de pays et d'organisations internationales, ainsi que les principes d'application des INC par les ISC. Les membres du Groupe de travail ont décidé d'examiner les activités que leur proposait le Secrétariat et esquissé un plan de travail triennal.

Depuis sa première réunion, le Groupe de travail a augmenté ses effectifs. Les ISC de l'Autriche, d'Israël, de l'Indonésie et de la Bulgarie sont devenues membres et le Kirghizistan s'est joint à titre d'observateur.

Plusieurs sous-projets sont en cours dans le but de réaliser le mandat du Groupe de travail :

- Le Bureau de reddition de comptes des États-Unis a préparé le document déjà mentionné, *Key National Indicators: Draft Guide to Terms and Concepts* (www.ach.gov.ru/userfiles/tree/OECD-GAO%20Glossary-tree_files-ft-186.doc), lequel s'appuie largement sur les travaux du GAO et de l'OCDE. Bien plus qu'un glossaire, ce document se veut un guide dynamique qui nous initie aux termes et aux concepts et qui sera régulièrement mis à jour pour rendre compte des innovations dans ce domaine en pleine évolution. Les termes et les définitions du Guide seront versés dans le glossaire des termes d'audit de l'INTOSAI.
- L'ISC de la Hongrie coordonne un projet pilote sur les INC afin de mettre au point une série de mesures communes, axée sur l'économie du savoir, qui permettra d'établir des comparaisons entre les pays. Un document final portant sur ce sous-projet (qui se trouve à l'adresse (<http://www.ach.gov.ru/en/intosaikni/wpaperskni/?id=380>)) décrit l'importance de diffuser des produits et d'offrir des services fondés sur les connaissances, la nécessité de mettre en place une société du savoir et de définir les indicateurs à ces égards.
- L'ISC de la Lettonie a préparé une étude des expériences de différents pays dans l'établissement et l'utilisation des INC. L'étude présente les principes reconnus de planification des politiques et de la mesure de la performance dans les 47 pays étudiés. Les données de cette étude sont tirées des réponses fournies à un sondage et de l'information recueillie auprès de sources du domaine public. L'étude est divisée en trois sections : questions générales sur la planification et la mesure de la performance, examen d'indicateurs nationaux et étude de la gestion de la performance.
- Dans le cadre de son appartenance à la Communauté des États indépendants (CEI), l'ISC de la Fédération de Russie coordonne un sous-projet sur les INC pour lequel ont été préparées des lignes directrices sur l'utilisation des INC dans les audits de performance. Ces lignes directrices comprennent un glossaire comparatif de termes anglais et russes. Les responsables du sous-projet ont également analysé les expériences et les points de vue de différents pays du monde sur l'utilisation des INC pour les activités des ISC des États membres de la CEI et ont élaboré une base de connaissances sur les INC. En outre, un groupe de spécialistes des INC, constitué des dirigeants des ISC de la CEI, a été créé et s'est réuni à trois reprises en 2008 et en 2009. Tous les documents colligés par le groupe de spécialistes ont été affichés sur son site Web (www.ach.gov.ru/rulcis).

La collaboration du Groupe de travail avec l'OCDE constitue un volet important de ses activités. Au début de 2009, les deux parties ont signé un protocole d'entente (PE) pour sceller leur collaboration sur la mesure des progrès des sociétés. Conformément au protocole d'entente, le Groupe de travail a organisé une session parallèle sur les indicateurs nationaux clés dans le système d'audit externe, lors du 3^e Forum mondial de l'OCDE, qui a eu lieu à Busan en Corée, en octobre 2009. Au cours de cette

session, cinq membres du Groupe de travail, soit les représentants de l’Autriche, de la Pologne, de la Hongrie, des États-Unis et de la Russie, ont débattu de problèmes des économies et des sociétés du savoir, des INC comme outil de planification et d’audit ainsi que des questions liées à leur utilisation dans les activités des ISC.

Les activités du Groupe de travail ont été communiquées dans la présente *Revue* (numéro de janvier 2009), dans *l’Asian Journal of Government Audit* (numéro d’avril 2009) ainsi que lors de la première réunion de la Commission du partage des connaissances de l’INTOSAI (rattachée à l’objectif 3 du Plan stratégique de l’INTOSAI), à New Delhi, en Inde, en mars 2009. Le Groupe de travail présentera son rapport d’activités triennal ainsi que ses propositions pour l’avenir au XX^e INCOSAI, qui se déroulera en Afrique du Sud, en novembre 2010.

La reconnaissance que chaque pays possède ses propres valeurs et choisit ses propres buts et ses propres voies de développement est le principe qui sous-tend les activités du Groupe de travail. Les pays de l’Asie, de l’Afrique, du continent américain et de l’Europe ont des positions initiales, des capacités et des traditions très différentes. Bien qu’ils soient intéressés à se doter de paramètres pour mesurer leurs progrès à l’intérieur de leurs frontières et sur la scène internationale, les membres du Groupe de travail reconnaissent la nécessité de respecter les différences nationales, historiques, culturelles et économiques de chaque pays.

Il en découle que l’élaboration des INC doit être axée sur la valorisation de la transparence dans la formation, la mise en œuvre et l’évaluation des stratégies nationales plutôt que sur leur unification. Les membres du Groupe de travail estiment qu’il serait inapproprié de dresser une liste normative des INC. Par ailleurs, les ISC peuvent jouer un rôle constructif en s’assurant que les indicateurs nationaux clés de leur pays sont fiables et pertinents et qu’ils peuvent servir de fondement pour évaluer la performance de leur gouvernement.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec le Groupe de travail :

Courriel : intrel@ach.gov.ru, inorg@ach.gov.ru

Site Web : www.ach.gov.ru/en/intosaikni

Réunion du Groupe de travail sur la valeur et l’avantage des ISC

Les membres du Groupe de travail sur la valeur et l’avantage des ISC se sont réunis à Moscou en mars 2010. L’Auditeur général de l’Afrique du Sud, M. Terence Nombembe, a présidé la réunion, dont l’hôte était le Président de la Cour des comptes de la Fédération de Russie, M. Sergey Stepashin. Les objectifs de la réunion étaient de parachever le document de travail à présenter à l’occasion du XX^e INCOSAI en Afrique du Sud plus tard au cours de l’année et de discuter des plans futurs du Groupe de travail.

Le Groupe de travail a donné son accord de principe aux éléments suivants :

- la nécessité d'un cadre pour communiquer et promouvoir la valeur et l'avantage des ISC;
- l'inclusion, conformément au processus réglementaire, du cadre dans le référentiel des ISSAI;
- la nécessité de promouvoir une compréhension, à l'échelle mondiale, de la valeur et de l'avantage des ISC;
- l'utilisation du cadre comme fondement pour déterminer si les ISC ont besoin d'une collaboration accrue et sur quels sujets l'INTOSAI peut élaborer des lignes directrices;
- l'utilisation du cadre comme un autre moyen d'alimenter le Plan stratégique de l'INTOSAI.

Le document de travail final sur la valeur et l'avantage des ISC sera affiché dans toutes les langues officielles de l'INTOSAI sur le site Web officiel de l'INCOSAI (www.incosai.co.za) d'ici la fin de juillet 2010.

La prochaine réunion du Groupe de travail devrait avoir lieu le 2 novembre 2010 à Sandton, à Johannesburg, en Afrique du Sud, tout juste avant la réunion du Comité directeur de l'INTOSAI et le XX^e INCOSAI.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec l'ISC de l'Afrique du Sud :

Courriel : agsa@agsa.co.za

Site Web : www.agsa.co.za

Troisième réunion du *Task Force* stratégie de communication de l'INTOSAI

En s'appuyant sur la politique de communication adoptée par les membres lors du XIX^e INCOSAI, le Comité directeur de l'INTOSAI a décidé, en novembre 2007, de constituer le *Task Force* stratégie de communication, qui est présidé par le Secrétaire général de l'INTOSAI et mandaté pour améliorer les communications internes et externes au sein de l'Organisation. Les membres sont l'Inde (ASOSAI et outil de collaboration de l'INTOSAI), la Libye (AFROSAI), la Nouvelle-Zélande (PASAI), la Norvège (IDI), le Panama (OLACEFS), l'Espagne (EUROSAI), Sainte-Lucie (CAROSAI), la Tunisie (ARABOSAI) et les États-Unis d'Amérique (la présente *Revue*).

La troisième réunion du *Task Force* stratégie de communication de l'INTOSAI s'est déroulée à la Cour des comptes de l'Autriche, à Vienne, le 28 mai 2010. Les participants étaient des représentants des ISC de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite,

de l'Autriche, du Belize, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de l'Inde, du Maroc, du Mexique, de la Norvège, du Pakistan, du Panama, de la Pologne, de la République de Corée, de la Tunisie et du Yémen.

M. Josef Moser, Secrétaire général de l'INTOSAI et président du *Task Force*, a souhaité la bienvenue aux membres. L'ISC de l'Inde a fait le point sur l'outil de collaboration de l'INTOSAI et remis aux membres un CD de formation, faisant remarquer que la présente *Revue* avait récemment publié un article qui présentait l'outil de collaboration. Son représentant a ajouté que toute ISC pouvait demander l'outil pour son personnel ou des groupes de travail de l'INTOSAI en s'adressant par courrier électronique à l'ISC de l'Inde à l'adresse : support@intosaiactool.org.

Les membres du *Task Force* ont ensuite examiné et commenté une ébauche de lignes directrices sur les communications, lesquelles exposent les principes des communications internes et externes de l'INTOSAI et de ses membres, afin
1) d'assurer des échanges efficaces, transparents, exacts et livrés en temps opportun et 2) de rehausser la visibilité de l'Organisation. Une ébauche finale, fondée sur les commentaires recueillis lors de la réunion, sera remise aux membres du *Task Force* pour obtenir une deuxième série de commentaires.

Les membres du *Task Force* ont également poursuivi leurs travaux d'analyse des forces et des faiblesses des communications de l'INTOSAI ainsi que des possibilités et des menaces qui se présentent à ces égards, et ce, dans le but de contribuer à l'élaboration de stratégies de communication appropriées pour l'Organisation. Ils ont convenu de soumettre au président d'ici la fin de juin les éléments cernés à ce jour dans cette analyse qu'ils considèrent de la plus haute importance.

La prochaine réunion du *Task Force* se tiendra en novembre à l'occasion du XX^e INCOSAI, à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec le Secrétariat de l'INTOSAI :

Courriel : intosai@rechnungshof.gv.at
Site Web : www.intosai.org

Séminaire de l'EUROSAI sur les audits de gestion des programmes sociaux destinés à l'insertion professionnelle des handicapés

En janvier 2010, l'ISC de la Pologne (NIK) a été l'hôte d'un séminaire de deux jours sur les audits de gestion des programmes sociaux destinés à l'insertion professionnelle des handicapés. Le séminaire était organisé en collaboration avec l'Institut européen de l'administration publique et le Centre européen de gestion financière publique, dont le siège est à Varsovie et qui a contribué en communiquant son expertise sur le sujet. Le séminaire était conçu pour les professionnels en exercice de l'EUROSAI participant à des missions d'audit de programmes sociaux.



Les participants au séminaire de l'EUROSAI sur les audits de gestion des programmes sociaux destinés à l'insertion professionnelle des handicapés, qui s'est tenu en Pologne

L'objectif du séminaire était de discuter des expériences des ISC membres de l'EUROSAI et de fournir aux délégués une méthode par étapes pour la conception, la gestion et la réalisation d'audits de performance ainsi que pour la communication des résultats de ces audits. L'idée de ce séminaire est née lors du VII^e Congrès de l'EUROSAI, qui s'est tenu à Cracovie en juin 2008, et dont l'un des thèmes portait sur l'audit des programmes sociaux destinés à l'insertion professionnelle des personnes handicapées. À l'issue du Congrès, il a été recommandé que les ISC tirent profit des occasions de mise en commun des connaissances et des expériences qu'elles ont déjà acquises dans ce domaine. La Chambre suprême de contrôle de la Pologne a décidé de suivre cette recommandation pendant son mandat à la présidence du Comité directeur de l'EUROSAI en offrant ce séminaire et un audit parallèle sur l'embauche des personnes handicapées dans le secteur public.

Tous les documents du séminaire (renseignements généraux, exposés et photos de groupe) sont affichés sur le site Web de la présidence de l'EUROSAI, à l'adresse : www.euroesai2008.pl.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec la NIK.

Courriel : wsm@nik.gov.pl

Site Web : www.nik.gov.pl

Programme de formation des formateurs de l'IDI/l'OLACEFS

En réponse à la demande de l'OLACEFS qui voulait que l'IDI forme un nouveau groupe de spécialistes de la formation, des travaux préliminaires ont été effectués en vue du lancement, en 2010, de la troisième édition du programme modifié de formation des formateurs. Le programme, qui comprend maintenant des modules sur le renforcement des capacités et un volet intitulé « Apprendre pour influencer », sera offert au moyen d'une combinaison d'apprentissage en ligne et de cours magistraux. Dans un premier temps, 50 participants ont été sélectionnés en ligne; puis l'Atelier sur la conception et l'élaboration de cours sera donné en ligne. Les participants qui réussiront l'Atelier sur la conception et l'élaboration de cours seront invités à l'Atelier sur les techniques de formation qui se tiendra en 2011. Lors de cet atelier, ils apprendront différentes techniques de formation et auront la possibilité de les mettre en pratique. De plus, on évaluera leurs techniques d'enseignement et d'animation. Les participants qui réussiront l'Atelier sur la conception et l'élaboration de cours qui se trouve en ligne et l'Atelier sur les techniques de formation obtiendront le titre de spécialistes de la formation de l'IDI.

Programme transrégional de renforcement des capacités en audit de la gestion de la dette publique

En 2008, l'IDI a lancé le Programme transrégional de renforcement des capacités en audit de la gestion de la dette publique qui a été conçu pour améliorer le perfectionnement des professionnels et la capacité organisationnelle des ISC participantes relativement à l'audit de la dette publique. Ce programme, qui se prolongera jusqu'en 2011, est offert en coopération avec le Programme du Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le Groupe de travail pour la dette publique de l'INTOSAI.

Dans le cadre du programme, les équipes d'audit des 29 ISC participantes doivent tenir une réunion de planification d'audit et exécuter des audits de la gestion de la dette publique qui soient en conformité avec leur plan d'audit avant février 2011. Des équipes d'experts du Groupe de travail pour la dette publique, du SYGADE et de la CNUCED leur apporteront leur appui au cours de ces audits. Des experts de la Banque mondiale et du Secrétariat pour les pays du Commonwealth, de même que des experts en la matière régionaux, participeront aussi au programme. Les ISC participantes recevront de l'aide au moyen d'Internet ou dans le cadre de visites, au besoin. Les équipes d'audit seront aussi encouragées à communiquer leurs expériences et leurs difficultés aux équipes des autres ISC. À la fin de cette phase en février 2011, les équipes doivent avoir testé les nouvelles procédures d'audit de leur ISC et rédigé une version provisoire des constatations de leur audit.

NOUVELLES DE L'IDI



La rubrique Nouvelles de l'IDI vous tient informés des travaux et des programmes de l'Initiative de développement de l'INTOSAI. Pour en savoir davantage sur l'IDI et obtenir de l'information à jour entre les numéros de la *Revue*, visitez le site Web de l'IDI à l'adresse suivante : www.idi.no.

Réunion sur un rapport d'audit de performance en collaboration de l'IDI/la PASAI

En 2009, l'IDI a collaboré avec la PASAI et la Banque asiatique de développement au premier audit de performance en collaboration d'une question environnementale dans la région (la gestion des déchets solides). Après une étude pilote et une réunion de planification d'audit l'année dernière, les équipes de dix ISC ont effectué leur audit sur place de même que leur analyse préliminaire des données avant la fin de février 2010, et ont envoyé une ébauche de leurs constatations d'audit à un expert en la matière et à l'IDI. L'IDI a invité les équipes qui avaient achevé leur mission sur place à une réunion sur la rédaction de rapports d'audit qui s'est tenue aux îles Fidji du 8 au 15 avril 2010. Les ISC participantes provenaient des îles Fidji, des îles Cook, des États fédérés de Micronésie, des îles Marshall, des Palaos, des Tonga, de Tuvalu, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Guam et du Samoa. Lors de la réunion, l'expert en la matière et le personnel de l'IDI ont examiné et approuvé les rapports. Les participants ont remis leur rapports, qui constituaient la dernière composante du programme, à leur ISC respective pour approbation par les auditeurs généraux.



Les participants à la réunion d'avril 2010 sur l'établissement de rapports de la PASAI aux Fidji en vue du premier audit de performance en collaboration sur la gestion des déchets solides

Programme de méthodes d'audit de l'IDI/l'AFROSAI francophone

En 2008 et en 2009, l'IDI a mis en œuvre un programme de formation des formateurs pour les ISC francophones de l'Afrique subsaharienne. Vingt-cinq nouveaux spécialistes de la formation ont réussi ce programme et un nouveau cours sur les méthodes d'audit a été conçu et donné. Le même cours sur les méthodes d'audit a été révisé et est offert localement en 2010 pour renforcer la capacité d'audit de certaines ISC de l'Afrique subsaharienne francophone. À partir des résultats d'un questionnaire, les ISC de quatre pays (le Burkina Faso, le Burundi, le Congo-Brazzaville et la République démocratique du Congo) ont été retenues.

La première phase du programme consistait en une réunion de planification lors de laquelle les dirigeants des quatre ISC retenues se sont entendus sur le processus

et les objectifs du programme et ont formulé des commentaires et des observations nécessaires pour adapter le programme aux besoins particuliers à leur ISC. Lors de la phase suivante du programme, quatre équipes d'instructeurs assistent à des ateliers donnés en juin et en juillet pour concevoir des méthodes d'audit adaptées à leur région. Chaque équipe est responsable de concevoir un cours sur les méthodes d'audit adapté aux besoins d'une ISC. Toutes les Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) ont été intégrées au contenu des ateliers.

Programme transrégional de renforcement des capacités en audit de performance des questions environnementales en foresterie

L'IDI travaille avec le Groupe de travail sur la vérification environnementale (GTVE) de l'INTOSAI à un Programme transrégional de renforcement des capacités en audit de performance des questions environnementales en foresterie. Ce programme a été conçu pour encourager l'échange actif de connaissances et l'apprentissage par l'action, et son objectif est de renforcer la capacité professionnelle et organisationnelle d'exécuter des audits de performance en matière de foresterie dans les douze ISC participantes des trois régions anglophones de l'INTOSAI : l'ASOSAI, l'AFROSAI anglophone et la CAROSAI. À la réunion de planification de mai 2010, les représentants du Secrétariat du GTVE de l'INTOSAI, les experts en la matière et le personnel de l'IDI se sont entendus sur les activités, rôles et responsabilités clés du programme, de même que sur les secteurs et les objectifs d'audit. Le programme a été lancé à l'occasion de la réunion du GTVE de l'INTOSAI en Chine en juin.



Les participants à la réunion de planification de mai 2010 qui s'est tenue à Oslo pour le Programme transrégional de renforcement des capacités en audit de performance des questions environnementales en foresterie

Atelier de perfectionnement de l'IDI/la CAROSAI sur les lignes directrices d'audit financier axées sur le risque

À la réunion de février 2009 de la CAROSAI, les dirigeants des ISC régionales ont fait de la stratégie d'audit axée sur les risques leur principale priorité. Il a été convenu que l'IDI et la CAROSAI lanceraient un programme de stratégie d'audit axée sur les risques pour aider les ISC à appliquer les normes professionnelles en mettant au point et en instaurant une stratégie axée sur les risques pour les audits financiers. Lors d'un atelier de perfectionnement qui s'est tenu à Sainte-Lucie en mai 2010, une équipe d'auditeurs financiers de la région, un expert en la matière et les gestionnaires de programme et du renforcement institutionnel de l'IDI ont travaillé ensemble pendant huit jours pour mettre au point un guide étape par étape et des outils pratiques pour faciliter la mise en œuvre d'une stratégie axée sur les risques pour les audits financiers. Le guide a été harmonisé avec les ISSAI et les autres pratiques exemplaires.

Communication avec l'IDI

Pour toute question concernant les Nouvelles de l'IDI, prière de communiquer avec l'IDI :

Courriel : idi@idi.no

Site Web : www.idi.no



Juillet	Août	Septembre
7-12 13 ^e Congrès de la PASAI Tarawa, Kiribati	5-6 Réunion du Groupe de travail pour la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux Quito, Équateur	8-9 Réunion de la Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier Stockholm, Suède
12-13 Réunion du Groupe de travail sur l'obligation de rendre compte et le contrôle des aides en cas de catastrophes Lima, Pérou	11-13 Réunion du comité de pilotage de la Commission de partage et de gestion des connaissances Mexico, Mexique	14-16 Réunion du Task Force sur la crise financière globale Londres, Royaume-Uni
		27-30 Réunion de la Sous-commission pour l'audit de performance de la Commission des normes professionnelles Brasilia, Brésil
Octobre	Novembre	Décembre
26-27 10 ^e Assemblée générale de l'ARABOSAI Riyadh, Arabie Saoudite	20 Réunion du Groupe de travail sur la valeur et l'avantage des ISC Johannesburg, Afrique du Sud	8-9 Réunion de la Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier Stockholm, Suède
	21 Réunion de la Commission des normes professionnelles Johannesburg, Afrique du Sud	
	22-27 60 ^e réunion du Comité directeur de l'INTOSAI, XX ^e INCOSAI, 61 ^e réunion du Comité directeur de l'INTOSAI Johannesburg, Afrique du Sud	

À D = À déterminer

N.D.L.R. Ce calendrier est publié à l'appui de la stratégie de communication de l'INTOSAI et comme moyen d'aider les membres à planifier et à coordonner leurs engagements. Figurent dans cette rubrique régulière de la *Revue* les événements intéressant l'ensemble des membres de l'INTOSAI et les événements régionaux, tels que les congrès, les assemblées générales et les réunions du Comité directeur. En raison de l'espace restreint, les nombreux cours de formation et autres réunions professionnelles des régions ne peuvent être inclus. Pour plus de renseignements, s'adresser au Secrétaire général de chaque groupe régional.

INTOSAI

